Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

7e congrès national

Novembre - décembre 2006

Bulletin de discussion n° 2

Table des matières

Achetez, lisez, diffusez RED ! 2
JB (Nanterre, comité de rédaction), Raphaël (Jussieu, comité de rédaction)
Rouvrir la perspective socialiste 3
Sofiane (Jussieu, DN)
Sur la base de texte de congrès 5
Sofiane (Jussieu, DN)
Bilan de l'organisation 6
Antoine (Jussieu), Pacontan (Jussieu)
Campagne électorale, quel contenu et comment la mener ? 8
Laure (Nanterre), Antoine (Jussieu)
Le regroupement comme stratégie révolutionnaire 10
Marie (Censier), Sarah (Saint-Denis), Rodolphe (Jussieu)
À quoi doit servir le congrès ? 12
Laure (Nanterre)
L'anti-libéralisme est-il soluble dans les institutions ? 14
Gabriel (Nanterre)
Pour une organisation autonome de jeunesse ! 15
Gaël (Metz)
Éducation : un terrain central pour l'intervention des révolutionnaires dans la jeunesse 17
Mathilde (Nanterre), Xavier (Nanterre)
Une nouvelle donne dans la jeunesse 19
Danièle (JCR Sorbonne), 28 octobre 2006
Sur le texte « Situation politique et stratégie révolutionnaire » 24
Antoine (Jussieu)
Texte voté en congrès local à Toulouse le 15 octobre 25

RÉVOLUTION JCR ÉGALITÉ DÉMOCRATIE

Achetez, lisez, diffusez RED !

Le journal a un rôle prépondérant pour une organisation politique. Il est le premier moyen de faire connaître largement ce qu'elle est, quelles sont ses positions, ses activités… Le journal doit être à l'image de l'organisation, permettre de diffuser ses arguments mais aussi ses campagnes, donner des billes pour mener l'activité, etc.

28 numéros depuis le dernier congrès…

Pendant le mouvement CPE, nous avons réussi à être en totale adéquation entre notre activité et nos moyens, en étant à la hauteur des enjeux. RED Hebdo qui est sorti pendant le mouvement a été un outil pour le mouvement, pour les JCR et une réussite politique en terme d'édition et de diffusion. Ce journal était le seul qui, nationalement, publiait l'appel de la Coordination, des échos de villes et l'état précis du mouvement. Il était aussi un moyen de faire connaître largement les positions des JCR : que faire dans le mouvement ? Quelles perspectives ? Quels objectifs ? Il était enfin le journal de tout notre courant, cosigné par la LCR, diffusé par des jeunes de la LCR qui y écrivaient, etc. Les remontées ont été sérieuses et satisfaisantes. Ce journal a su être convainquant. Sa version mensuelle doit l'être tout autant !

En 2 ans, des évolutions positives.

Depuis le dernier congrès le mensuel devient de plus en plus sérieux, parfois trop. Le journal présente des articles de qualité, une cohérence dans son contenu, notamment à travers les dossiers. Il est réactif à l'actualité, aux préoccupations des jeunes, tout en donnant des éléments théoriques propres à notre courant à travers la page formation, les dossiers et, l'été dernier, une série de dossiers éclairants. Nous essayons également d'en faire le journal de tous les jeunes de notre courant : des JCR et des secteurs jeunes qui écrivent dans chaque numéro.

Une autre qualité est la persistance de thèmes qui nous semblent importants et que nous sommes souvent à peu près les seuls à aborder : répression, impérialisme français, attaques contre l'éducation, LGBT…

RED a aussi été un outil pour préparer les RIJ avec la présence en dossier ou en dernière page en mai, juin et été. Ces dossiers ont su allier la préparation d'une échéance particulière et la mise en avant de l'internationalisme, d'une vision internationale de la jeunesse, de ses luttes et de ses formes d'organisation, bien que la préparation des RIJ n'a pas été assez faite en amont.

Enfin, la rubrique sexualité peine à réaliser les objectifs votés en DN. Ceux-ci devraient peut-être être précisés pour que la rubrique vive plus pleinement.

Tout n'est pas rose dans RED…

Cependant, le journal n'est pas pris en charge pas l'ensemble de l'organisation, ne correspond pas toujours aux besoins des sections. S'il y a un effort pour diversifier les villes qui y écrivent, il n'en reste pas moins que ce sont toujours quelques camarades qui écrivent souvent : des « vieux » cadres et les membres du comité. Bien souvent lié au fait que le sommaire arrive trop tard. Mais aussi parce que le sommaire n'est pas lu et ne fonctionne que si les membres du comité de rédaction appellent les sections. Nous croyons que c'est aussi aux sections de proposer. Peu d'articles sont d'initiative extérieure au comité de rédaction. Pourtant, des articles courts de bilans d'activité y auraient leur place. Nous ne pouvons pas les proposer à la place des camarades…

Le grand manque, sinon l'absence, de discussions sur le contenu du journal, que ce soit en cercle, en AG de section ou en DN par exemple, contribue à cela. Il n'est pas possible de déconnecter cette question politique des difficultés plus larges que connaît la gestion financière du journal : peu de remontées de ventes, de sérieuses difficultés…

Le comité de rédaction porte également sa responsabilité quant à ce dernier point. Cette instance ne gère pas la diffusion du journal et nous n'avons pas cherché réellement à le faire. À aucun moment la direction nationale n'a cherché à avoir de sérieux échos de cette diffusion, de ce qu'en pensent les camarades, leurs milieux, etc. Cette absence de « lien après-vente » est dommageable. Il est nécessaire que des efforts soient faits par les sections et par nous pour y remédier.

Quelques pistes pour les prochains numéros.

Nous voyons RED comme un outil militant pour l'ensemble de l'organisation. Il ne peut plus être le gouffre financier qu'il est aujourd'hui. Il nous semble important qu'il soit pris en charge par toute l'orga. Cela veut dire discuter du contenu, des articles existants et des articles qu'on voudrait écrire, ainsi qu'aussi des objectifs de vente en cercle, en AG ou en DN. Il s'agit avant tout d'être convaincu de le vendre.

Le comité de rédaction doit plus anticiper les dossiers ou les articles, pour que chacun dispose de plus de temps pour écrire. Mais cela veut dire aussi que les cercles (ou les sections) proposent des articles qu'ils ont envie d'écrire.

RED, un journal de jeunes.

RED s'adresse prioritairement à nos contacts, c'est-à-dire à des jeunes. Nous devons arriver à expliquer nos idées et nos positions politiques de manière à ce qu'elles soient compréhensibles aussi

bien par un lycéen, un étudiant ou un jeune travailleur.

RED n'est pas réservé aux universitaires, que ce soit pour l'écriture ou pour la lecture des articles. Nous devons, collectivement, apprendre à écrire des articles condensés, apprendre à écrire des articles qui se complètent. Cela veut dire un travail en amont plus important, aussi bien dans les sections qu'au comité de rédaction : le sommaire doit être disponible plus tôt, les sections doivent s'impliquer plus dans le journal.

RED, le journal des JCR et des jeunes de la LCR, tourné vers l'action.

RED doit être le relais des campagnes de l'organisation. Ce que nous arrivons à faire pour les RIJ, doit être systématisé pour toutes les campagnes que nous menons, notamment la campagne présidentielle. Dans les numéros à venir nous devons utiliser la der ou bien le dossier pour être le relais dans la jeunesse de la campagne Olivier Besancenot (interview, article sur un point du plan d'urgence, compte rendu de meeting…). Dès janvier, nous devons anticiper les RIJ 2007 comme le point d'orgue de la campagne présidentielle (via des articles sur les RIJ, sur les sections de la IV…).

Pour nous, RED doit être utilisé pour diffuser ce que nous faisons dans les sections ou les cercles (via des comptes rendus d'activité, ou bien des explications sur comment nous avons monté tel collectif unitaire ou bien des bilans d'une réunion, par exemple). Cela veut dire voir RED comme un moyen pour que les sections diffusent largement ce qu'elles font, que leurs activités irriguent l'ensemble de l'organisation et donnent des pistes pour l'action à l'ensemble de nos lecteurs.

C'est en changeant nos habitudes que nous arriverons à faire de RED le journal des JCR.

JB (Nanterre, comité de rédaction), Raphaël (Jussieu, comité de rédaction)

Rouvrir la perspective socialiste

1) La lutte des classes s'aiguise

Depuis 1995 s'exprime une remontée des luttes : la victoire triomphante du capitalisme après la chute de l'URSS a été de courte durée. Depuis Marcos et le Chiapas au Sud, et novembre-décembre 1995 en France, on connaît une période dans laquelle les mouvements massifs et combatifs sont nombreux, même si la plupart reste des luttes défensives. La lutte des classes n'en est pas au même point selon la région du monde dans laquelle on se trouve, mais globalement il y a une montée de la contestation du monde actuel dominé par le marché et le pouvoir d'une infime minorité qui exploite l'immense majorité. Consciente de cette réalité, et poussée par ses contradictions internes, la bourgeoisie mondiale accélère ses offensives, mais la résistance, qu'elle soit irakienne ou « citoyenne » dans le cas du « non » à la Constitution, se développe également, comme l'ont prouvé l'énorme mobilisation contre la Loi sur l'Égalité des Chances, suivie par le mouvement étudiant grec et la défaite infligée à Israël au cours de l'été. Et ce, même si cette résistance est à l'heure actuelle encore trop faible pour faire échec à l'ensemble des attaques de la bourgeoisie qui, elle, est toujours à l'offensive.

2) Antilibéralisme

Ces luttes sont également orphelines d'un projet politique depuis la chute de l'URSS et l'alternative globale qu'elle représentait. Même si cette alternative était évidemment déformée. Contrairement aux années 1970, la conscience chez les jeunes et les travailleurs que c'est le capitalisme lui-même qui est cause de l'injustice du monde et qu'un autre système global est possible, sans propriété privée, est très peu répandue. Cela influe nécessairement sur la convergence des luttes (quand on a conscience d'une alternative un peu précise à construire, on comprend plus facilement que tous les problèmes posés par le système actuel sont liés) et sur leurs objectifs.

Aujourd'hui, dans les pays dominants comme la France, c'est le libéralisme qui est contesté, les salariés et les jeunes qui luttent combattent majoritairement les « dérives » du capitalisme et non ce système en tant que tel.

3) D'en bas, d'en haut.

Néanmoins ce niveau de conscience moyen dans notre camp a deux aspects contradictoires : en bas, chez ceux qui luttent, des grèves étudiantes aux forums sociaux, il traduit une certaine radicalisation, une volonté de convergence des luttes et une conscience internationaliste qui renaît. Les jeunes et les travailleurs qui se battent et débattent contre le libéralisme sans remettre en cause les fondements du système ne défendent pas consciemment le capitalisme, et il faut partir de leur niveau de conscience pour les amener au socialisme et à la révolution.

A contrario, et pour canaliser cette montée des résistances alors que les partis traditionnels de gauche étaient discrédités, des courants (direction d'ATTAC, Fondation Copernic…) ont développé une idéologie qui vise à dévoyer les aspirations antilibérales, à les canaliser. Cette idéologie défend consciemment le système capitaliste en faisant croire qu'un autre capitalisme, plus « humain » car débarrassé des « excès » du libéralisme, serait possible, et que l'État est un arbitre neutre qu'on peut utiliser pour mener une « vraie politique de gauche ». Cette idéologie prône des réformes keynésiennes qui satisferaient tout le monde, salariés comme patrons, et donc est un frein à la renaissance de la conscience de classe. Depuis 2004, le PCF a clairement repris ce type d'analyse.

Cette idéologie, antilibérale mais non

anticapitaliste, donc inconséquente dans son opposition au libéralisme, s'oppose en partie à celle des courants (PS, CFDT, Verts…) qui acceptent d'aménager à la marge un système qu'ils ne critiquent que les jours de fête (ou d'élection).

Et on se plante si on met dans le même sac tout ce magma, que ce soit dans un sens ou dans l'autre. Non, les jeunes altermondialistes ne sont pas des sociaux-libéraux qui veulent voir triompher la bourgeoisie. Non, les directions du PCF et d'autres courants antilibéraux (tels PRS, ATTAC, etc.) ne sont pas dans notre camp puisqu'ils défendent consciemment la collaboration de classe et le capitalisme.

4) Nos tâches

Elles consistent donc à essayer de gagner « les militants, pas les appareils » à nos perspectives, socialistes et révolutionnaires.

a) Dans cette période ouverte depuis 1995, où les luttes reprennent ampleur et vigueur mais sans vision précise de l'alternative à construire, notre tâche est de réhabiliter la perspective socialiste. Dans ce cadre, il s'agit :

- de disputer aux réformistes la direction des luttes pour qu'elles aillent le plus loin possible, que jeunes et travailleurs comprennent par expérience ce que sont réellement l'État et la confrontation sans merci entre les classes ;
- de reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases de classe ;
- de faire de la propagande sur le gouvernement que nous voulons, à savoir le pouvoir des travailleurs, de n'entretenir aucune illusion sur l'État et de démontrer l'illégitimité de tout gouvernement bourgeois
- de mener un combat pour démontrer que pour s'opposer réellement au libéralisme, il faut s'en prendre aux profits, à la propriété privée et au pouvoir patronal, soit, en « jargon », qu'un antilibéral conséquent est anticapitaliste. C'est une démarche transitoire qu'il faut mettre en œuvre, en cherchant la confrontation programmatique avec les courants qui se disent « antilibéraux ».

b) Dans les deux ans qui viennent (mandat de congrès), notre tâche est de gagner l'hégémonie dans la nouvelle génération qui entre en résistance, pour la faire passer du rejet du libéralisme au renversement du capitalisme. Il faut le faire patiemment en évitant la posture d'extériorité et le ton « donneur de leçons ».

Cela ne se limite pas à la propagande, il faut également débattre très pragmatiquement de mesures comme l'allocation d'autonomie afin d'aider à la clarification politique.

Il est vrai que rien ne remplacera l'expérience des luttes, mais il faut reconnaître que la clarification politique dans les luttes ne se fait clairement que pour ceux qui s'y impliquent le plus, à savoir une minorité de ceux qui luttent, alors que nous voulons gagner l'hégémonie dans l'ensemble de la nouvelle génération.

5) Actualité de la révolution ?

Pas mal de camarades dissertent depuis plus ou moins longtemps sur l'« actualité de la révolution », ou de l'« actualité du clivage réforme/révolution ». Le dernier en date étant JB qui signe un texte dans le BD n° 1. J'ai un peu de mal à comprendre dans quelle mesure ce clivage, réforme ou révolution, est celui qui serait le plus opérant dans un contexte où ceux qui luttent le font – pour l'essentiel – sans conscience de l'alternative à construire.

Le clivage « réforme ou révolution », à mon avis, a été plus significatif dans d'autres périodes lorsque la conscience socialiste était plus répandue. Il ne s'agit pas de « réforme ou révolution » dans l'abstrait, mais du moyen pour arriver à un but partagé (en tout cas affiché) dans la majorité du mouvement ouvrier : le « socialisme par la réforme » ou le « socialisme par la révolution ». Actuellement il me semble que le clivage se fait entre ceux qui acceptent d'aménager le système capitaliste et ceux qui le combattent. Cela a bien entendu des ressemblances avec « réforme ou révolution », car aujourd'hui seuls des organisations révolutionnaires défendent encore la perspective socialiste, mais à mon sens on ne peut pas dire que tous ceux qui se sont battus pour la grève générale en 2006 sont des révolutionnaires. Et pourtant c'était une délimitation-clé. Ils étaient conséquents dans leur opposition au libéralisme, oui, mais je ne pense pas qu'on puisse être « révolutionnaire sans le savoir » n'est-ce pas ?

Leur révolution et la nôtre !

Il faudrait s'entendre sur ce qu'on veut dire par « actualité de la révolution ». Le monde actuel, la barbarie impérialiste, génère des révoltes, des explosions sociales, qui aboutissent parfois à des renversements de gouvernements voire de régimes, comme cela arrive assez régulièrement en Amérique du Sud. En France, le potentiel existe pour faire tomber un gouvernement et peut-être l'ensemble des institutions actuelles. Dans ce sens, on peut sans doute parler d'actualité de la révolution.

Toutefois, il y a quantité de révolutions qui ne débouchent pas sur ce pourquoi nous nous battons, car ce ne sont pas des révolutions socialistes ou prolétariennes, avec une direction prolétarienne et une conscience de l'alternative socialiste à construire. Dans ce cadre s'explique la résorption de la crise (pré !) révolutionnaire argentine, ou le combat de nos camarades vénézuéliens pour transformer la révolution bolivarienne en révolution socialiste, ce qui n'est pas automatique et n'a rien de facile.

Le socialisme, oui !

C'est pourquoi il est tellement important de rouvrir la perspective socialiste.

L'expérience montre que sans un programme et une direction socialistes et révolutionnaires, l'impérialisme et les bourgeoisies parviennent assez rapidement à contenir voire résorber ces crises. D'autant que la division objective qui affecte la classe des travailleurs (éparpillement des statuts, affaiblissement de la conscience commune d'appartenance de classe) représente de forts obstacles.

C'est pourquoi l'organisation que nous devons construire, à mon avis, doit être délimitée programmatiquement : elle doit lutter pour le socialisme. Elle doit affirmer sa volonté de faire rendre gorge aux patrons, c'est-à-dire commencer par reprendre tout ce qu'ils nous ont volé depuis trente ans ; elle doit être ab-

solument claire sur sa méfiance envers l'État, sinon on n'a plus besoin de lutter, on se contente de l'arbitrage de cette institution neutre. Si pour JB (et d'autres) ces caractéristiques suffisent à qualifier une organisation de « révolutionnaire », alors nous sommes d'accord sur la force à construire. On n'a simplement pas le même niveau d'exigence pour qualifier de révolutionnaire une organisation…

Sofiane [Jussieu, DN]

Sur la base de texte de congrès

(Pour raccourcir et simplifier, j'ai appelé I la partie « situation politique », II la partie « une organisation pour répondre aux enjeux de la situation », et III la partie « orientation ».)

1. J'ai été agréablement surpris en découvrant la base du texte de congrès dans le BD n° 1 soumis par la « majorité de la commission d'écriture des textes » (curieuse appellation tout de même).

Pour faire vite, et afin d'exprimer en détail un peu plus loin des nuances qui je l'espère seront constructives, je suis d'accord avec l'analyse de la situation internationale, d'accord sur la place de la France (maillon faible de la chaîne impérialiste), et je trouve également très bonne la partie sur nos tâches qui parle de reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases de classe, et le II 2 qui dit que nous devons construire une direction pour mener les luttes jusqu'au bout.

2. Pour autant, je voudrais également débattre des quelques lacunes, soit dans ce qui est écrit soit dans ce qui manque (parfois cruellement).

a) Une nouvelle génération militante se politise, mais où en est-on ?

Un camarade de cette « majorité de la commission d'écriture des textes » reconnaissait récemment, peu après le mouvement anti-CPE, que « nous sommes très forts pour expliquer comment doit fonctionner une AG, nous sommes très forts pour expliquer le communisme que nous voulons, mais on a du mal sur ce qu'il y a entre les deux ». Donc sur la formulation d'une politique transitoire, ce qui est tout de même un peu important si on veut « changer d'échelle »…

Quel est le niveau de conscience moyen duquel il faut partir afin de faire progresser toute cette nouvelle génération vers la révolution ? On a besoin de savoir de quoi on part si on veut formuler une démarche transitoire. Cela n'est pas dit clairement dans le texte, c'est sous-entendu dans les I 2-c et I 3-c. A mon avis il faut dire que la majorité des jeunes et des salariés s'opposent au libéralisme, que c'est une première radicalisation mais que la conscience qu'en réalité c'est le système capitaliste qu'il faut abattre est actuellement très minoritaire, et que cette conscience ne viendra pas naturellement sous l'effet d'une « dynamique ».

Toutefois je ne fais pas fine bouche, je trouve qu'on a fait de gros progrès depuis quelques années sur ce genre d'analyse.

b) Quelles perspectives politiques devons-nous affirmer, quelle démarche transitoire ?

De ce point de vue, le texte issu de la majorité de la commission d'écriture des textes n'est pas à la hauteur puisqu'il ne répond pas à ces questions qui pourtant devraient être au cœur de notre orientation. Est-ce suffisant marteler que « vive la révolution » ? Que disons-nous actuellement sur le sort du gouvernement, quid du « dehors ce gouvernement » (que, cela dit en passant, je n'ai pas retrouvé dans le texte) ? Et si par malheur il n'y avait pas de mouvement d'ampleur qui bousculait ces élections, que ferait-on si Sarkozy est élu, et formulerions-nous la même exigence (« dehors ! ») si c'est Ségolène Royal qui gagne la présidentielle en 2007 ? (A mon avis ce serait juste mais cela demande un peu plus de pédagogie…)

c) Dans l'orientation concrète

Dommage que le III ne parle pas d'objectifs politiques : on ne parle que des luttes, pas de la question du pouvoir alors que pourtant cette question a été posée par le mouvement du printemps et que c'est à cette question que répondront ceux qui iront voter : qui doit gouverner ? Quelle tristesse de ne pas dire que ce sont les travailleurs ; que nous ne sommes pas que protestataires, que nous voulons un gouvernement anticapitaliste et que c'est avec cette boussole aussi que nous construisons les luttes, pour qu'elles se coordonnent, deviennent contre-pouvoir et pouvoir. Quelle bêtise de se cantonner à l'affirmation de mesures d'urgence sans les relier à cette question du pouvoir… Comment peut-on élaborer un programme de transition sans relier mesures, moyens et pouvoir ; comment faire de la politique sans dire qui doit gouverner et pour quoi faire ?

Dommage également que soit absente du texte la nécessité de faire la démonstration que pour en finir avec le libéralisme, il faut s'en prendre aux profits, à la propriété privée et au pouvoir des patrons, c'est-à-dire en jargon que pour être réellement antilibéral, il faut être anticapitaliste.

Les camarades de la « majorité de la commission d'écriture des textes » avaient intégré lors des dernières DN des amendements que je proposais sur la nécessité de confronter notre programme à ceux des courants qui se disent « antilibéraux », mais cela n'a aucune conséquence dans le texte de congrès, cela a été manifestement oublié.

d) Enfin, il manque également un peu plus de volontarisme politique si on veut « changer d'échelle », il faut à mon avis plus de réunions publiques même en dehors des élections, il ne s'agit pas de faire des meetings conjoncturels, mais d'essayer d'élargir notre milieu en partant de l'écho que rencontre notre orientation dans les luttes, d'élargir notre fichier de contacts de sympathisants pour ensuite qu'il y ait plus de monde en cercle ouvert… puis en cercle…

Sofiane [Jussieu, DN]

Bilan de l'organisation

Suite aux mobilisations des dernières années (entre 2 tours, LMD, mouvement anti-guerre), une analyse commune est largement partagée dans l'organisation. Les révolutionnaires ont aujourd'hui un écho important dans l'ensemble de la jeunesse, peuvent proposer une orientation combative à celle-ci et lier ses luttes à celle des travailleurs. Ceci nous confère une place plus importante qu'auparavant face aux courants réformistes, ce qui veut dire la possibilité de prendre des initiatives parfois décisives.

C'est donc dans l'idée de s'adresser à l'ensemble des jeunes que nous devons combiner une intervention propre (construction de notre courant, apparition en tant que révolutionnaire où l'on développe notre programme, notre projet de société) et du travail de masse (l'intervention dans des cadres unitaires sur une question précise ou dans les syndicats). C'est avec cette combinaison que l'on réussit à s'adresser aux différents niveaux de conscience existants pour tenter d'entraîner et faire progresser tout le monde.

I. Travail de masse

1. Le travail dans les cadres de masse

Notre intervention dans les cadres de masse se fait principalement dans le cadre de syndicats. Un travail sérieux, régulier se fait dans certains cercles et permet de structurer une activité regroupant largement autour de nous des jeunes y compris ceux qui ne contestent pas directement le système capitaliste. Notre activité syndicale ne doit pas se limiter à quelques endroits et doit être systématique car c'est le cadre principal qui permet de nous adresser à l'ensemble de notre milieu.

Pour se faire, l'objectif est clairement de construire une direction alternative aux directions réformistes qui se content de gérer la crise. En proposant une orientation propre défendant les intérêts des jeunes et permettant de gagner, aujourd'hui, il est possible pour nous que nous n'ayons pas qu'un rôle de commentateur dans les syndicats.

2. L'intervention dans les mobilisations

Travail régulier

Le mouvement contre la loi Fillon illustre nos possibilités mais également nos faiblesses. Le travail régulier effectué sur les lycées nous a permis non seulement de contribuer à lancer la mobilisation grâce au travail d'explication et de mobilisation contre cette loi, mais également de saisir immédiatement qu'une mobilisation de masse démarrait grâce aux retours que l'on avait. Notre faiblesse est illustrée par le fait que le travail lycéen n'est pas toujours systématique ni régulier dans l'ensemble des cercles.

Prise d'initiative

C'est grâce à ce travail régulier que nous avons disposé d'une véritable force de frappe dès le début de la mobilisation malgré une faiblesse relative : un nombre de lycéens appartenant à l'organisation restreint (l'ensemble des courants politiques intervenant dans la jeunesse étant peu ou pas implanté dans les lycées nous n'avions pas à rougir de notre implantation, bien au contraire). Nous avons ainsi réussi à impulser une coordination nationale permettant à la mobilisation de se doter d'une direction propre (donc non dépendante des syndicats lycéens et de leurs intérêts).

Orientation combative largement reprise

Nous avons défendu une orientation claire : organisation d'assemblées générales permettant à tous de discuter et de décider localement, grève avec blocage, extension du mouvement vers un mouvement d'ensemble. Ceci fut relayé aussi bien localement par les militants de l'organisation (y compris les « non lycéens », par des discussions politiques et en apportant une aide concrète) que dans la coord nationale. Malgré des résultats encourageants (nos idées et propositions ont été largement reprises notamment sur la question des blocages), nous n'avons pas réussi à impulser véritablement à un niveau national cette orientation (AG pas systématique…) car nous n'avons pas réussi à donner à la coordination un poids prépondérant dans la mobilisation.

Intervenir dans l'ensemble de la jeunesse

Le mouvement dans les banlieues montre notre principale faiblesse : le faible lien avec la jeunesse des quartiers. Nous avons tenté d'établir des liens entre la jeunesse scolarisée à laquelle nous nous adressons principalement et la jeunesse des quartiers mais sans grande réussite. Cette réalité doit nous faire prendre conscience de la nécessité de s'adresser à l'ensemble de la jeunesse (ce qui largement accord dans l'organisation) en particulier la jeunesse des quartiers, en partie déscolarisée, en orientant progressivement une partie de notre travail vers les quartiers (par le biais des lycées les plus populaires, des CFA, etc.…).

Le CPE

La mobilisation sur le CPE marque une amélioration de notre intervention. Les leçons tirées des dernières mobilisations ainsi que l'expérience nous ont permis d'être à la direction de la mobilisation. Nous avons bien saisi les opportunités qui s'offraient à nous et avons réussi, à prendre des initiatives (organiser des AG, impulser les blocages, appeler à une coordination nationale) et ainsi donné de véritables impulsions au mouvement.

Nous avons aussi formulé une orientation pour l'ensemble de la mobilisation, combative et avançant vers un mouvement d'ensemble. Localement dans les AG ou par le biais de la coord nationale, cette orientation était largement reprise : nous avons réussi à nous adresser largement à la jeunesse.

Le travail régulier effectué par le biais

du syndicalisme étudiant a porté ses fruits : nous ne nous sommes pas improvisés comme direction, nous avons bénéficié du crédit lié à notre intervention régulière et surtout de l'expérience accumulée dans le cadre d'une intervention régulière dans l'UNEF principalement en terme de développement d'une orientation propre et de contestation de la direction aux réformistes.

II. Intervention propre

Le bilan est plus contrasté concernant le bilan de l'intervention propre.

1. Construction

La construction de l'organisation depuis le dernier congrès est réelle mais faible. Les sections qui semblent s'être le plus construites sont la région parisienne (+10 à 15 %), Toulouse et Metz. L'autre point positif est le développement de nouvelles sections, qui se développent (Nice, Boulogne-sur-Mer, Lille…) et les multiples contacts éparpillés qui veulent construire les JCR. Il y a même des jeunes qui prennent contact avec les JCR sur des villes où il y a des groupes jeunes de la LCR (Grenoble, Clermont…). Le problème est que les sections les plus faibles au dernier congrès n'ont pas connu de développement important et que nous n'avons pas explosé malgré une situation politique exceptionnelle dans la jeunesse.

Il existe des raisons liées à la conjoncture (peu de jeunes s'organisent, de manière générale) et une faiblesse dans notre prise en charge de la construction. Nous y reviendrons.

2. Intervention régulière

Le journal a depuis quelques années acquis une régularité quasiment sans reproche. Pendant les périodes de mouvement, par contre, notre appareil a été trop faible pour diriger politiquement l'intervention et maintenir la régularité dans la rédaction de matériel, son envoi, etc. La sortie des A4 hebdo a été très irrégulière, la circulaire aussi, même si elle est sortie régulièrement pendant certaines périodes, tout cela affaiblissant les capacités d'action des sections.

Nous payons une faiblesse de la direction dans son ensemble : la commission internet n'a pas fonctionné et le site n'a pas progressé, les secrétariats et commissions (étudiant, inter, femmes, lycées, LGBT…) n'ont pas réellement été mis en place malgré des tentatives répétées pour ce qui concerne le secrétariat étudiant et le secrétariat femmes. Il faut dire que la faiblesse d'investissement d'une grande partie de la direction nationale et du bureau national n'ont pas permis une répartition des tâches sérieuse et collective.

Il semble que le travail lycéen et le travail jeunes travailleurs n'aient pas progressé, bien que les bulletins de la région parisienne aient circulé dans l'organisation et que plusieurs autres bulletins soient rédigés.

Des réunions publiques et meetings ont eu lieu dans plusieurs sections, avec un écho très bon (Lille, Metz, Nanterre, Toulouse…), notamment après la mobilisation sur le CPE. Mais ces initiatives n'ont pas été mises en place partout. Nous devons nous donner les moyens de franchir un palier de ce point de vue, ce qui nécessitera une plus grande conviction de mettre en place ce type d'initiatives et une aide nationale dans les villes fragiles.

3. Formation

La formation des militants connaît des résultats contradictoires : les formations dans les sections sont très inégales (certaines en font beaucoup, d'autres aucune), la direction nationale n'a pas été un lieu de formation, le stage de formation d'Amsterdam a été une nouvelle fois annulé. Mais il existe une préoccupation sur cette question dans l'organisation, et nous avons réussi à organiser des stages de formation très utiles (nationaux et régionaux). De plus, la part de la formation dans le camp international s'est accrue ces dernières années. Mais tout cela ne repose que sur des temps précis, trop rares, ou des exceptions volontaristes. Il nous reste donc à généraliser la formation dans les sections, la lecture, les discussions.

III. Pour conclure

Si on veut résumer la situation, nous avons un très bon écho, que ce soit dans les mobilisations ou lorsque nous militons au quotidien. C'est la grande force de l'organisation. Elle est due à l'espace qu'ont les révolutionnaires dans la situation politique, mais pas seulement : sinon, LO ou le PT auraient les mêmes résultats, ce qui est loin d'être le cas (en revanche, diverses sectes d'extrême gauche, qui ont une orientation offensive, ont un écho important). Notre grande faiblesse est que cela se retranscrit peu dans la construction de l'organisation, et qu'il peut y avoir y compris une fatigue des militants lorsque le renouvellement est faible.

Cela est dû à deux problèmes que nous devons nous donner les moyens de corriger à ce congrès : faiblesse de direction et faiblesse de prise en charge de la question de la construction. La faiblesse de direction doit être corrigée par l'élection de militants dans les directions qui soient plus formés et plus expérimentés qu'au dernier congrès. Nous devons aussi nous efforcer d'élargir les instances quotidiennes (Bureau national, secrétariats et commissions nationales), afin que celles-ci fonctionnent mieux.

La faiblesse de la prise en charge de la construction doit être corrigée par deux biais. Le premier est le sérieux organisationnel : on ne peut pas se construire sur la durée si les cercles ne se réunissent pas régulièrement, si l'on ne fixe pas des rendez-vous avec les contacts, si l'on ne vend pas le journal sur la fac, si l'on ne diffe jamais sur les lycées, si on n'organise jamais de meetings… Le deuxième, le plus important, est la conviction, la confiance dans le fait que notre organisation est utile : les mobilisations le prouvent, nos idées peuvent permettre des progrès pour les mobilisations et les jeunes. Nos idées intéressent les jeunes, il n'y a aucune raison d'être parfois déprimés, sinon nous ne rassemblerions pas autant de jeunes dans les meetings là où nous les avons tentés.

Antoine (Jussieu), Pacontan (Jussieu)

Campagne électorale, quel contenu et comment la mener ?

Les campagnes électorales sont un moment où les gens s'intéressent à la politique, aux différentes propositions formulées par les candidats, regardent les débats télévisés, et pour une partie sont prêts à venir à un meeting politique. C'est une occasion pour nous de se donner comme objectif de défendre notre politique à une échelle de masse. Les idées qu'on veut diffuser pendant cette campagne sont le fait de construire les luttes, que c'est ça qui influence le rapport de force. C'est aussi formuler à une échelle de masse des revendications transitoires, un programme d'urgence pour la jeunesse, et aussi notre projet de société : le socialisme et les moyens d'y arriver, c'est-à-dire par une rupture révolutionnaire. Défendre ces idées-là à une échelle de masse, signifie s'adresser de manière compréhensible aux jeunes les plus conscientisés et militants, mais aussi à l'ensemble des jeunes qui font peu ou pas de politique.

Axes de campagne :

Les axes de campagnes sont les questions sur lesquelles nous allons intervenir durant cette campagne. Ce sont des questions déterminantes et qui partent des préoccupations des jeunes.

Nous proposons comme axe général le fait de ne pas laisser notre avenir à Sarkozy et aux patrons (sans semer d'illusion sur la gauche institutionnelle), et que pour défendre cet avenir, il faut compter sur nos propres forces, et que c'est par les luttes qu'on le fera, en prenant exemple sur le mouvement contre le CPE.

Les axes de campagne principaux.

- Autonomie

C'est une question qui préoccupe l'ensemble des jeunes : autonomie financière, accès au logement, coût des transports, le fait de ne pas être obligé de se salarier pour financer ses études, le droit de décider de sa vie et échapper à la tutelle familiale, la question de la sexualité, le droit de vote d ès 16 ans… Cela fait beaucoup de questions qui pourront être abordées dans des matériels conséquents (brochure, 4 pages), mais l'idée serait de centrer sur la revendication d'allocation d'autonomie. Il faudrait réussir à expliquer de manière pédago, que face au coût de la vie (logement, études, transports, bouffe… à chiffrer), la réponse ne doit pas être que 2/3 des étudiants se salarient pour financer leurs études, mais que tous les jeunes aient accès à une allocation à hauteur du SMIC afin de pouvoir se former et trouver un emploi.

- Travail

La question du travail et de la précarité est une préoccupation importante des jeunes, le mouvement contre le CPE l'a prouvé. Nous devons avancer comme idée générale : Contre le chômage et la précarité, un emploi stable pour tous les jeunes. Afin de rendre plus concrète cette revendication pour les jeunes, nous pouvons avancer d'autres revendications plus immédiates : titularisations en CDI des contrats précaires, création de postes dans les services publics (à chiffrer), SMIC à 1 500 euros nets, interdiction des licenciements…

- Éducation

C'est une préoccupation centrale des jeunes, les jeunes étant majoritairement scolarisés. De plus l'éducation est depuis plusieurs années, et particulièrement en ce moment, un terrain d'affrontement entre d'une part le gouvernement et les entreprises, d'autre part les jeunes (et les salariés), qui veulent défendre une éducation de qualité accessible à tous. Nous avons pour l'instant des difficultés à formuler un axe précis sur cette question. En effet il est difficile d'expliquer en même temps que l'école sert à reproduire les classes sociales, quelle est la stratégie des classes dominantes (qui est plus complexe que privatiser l'enseignement) et à formuler des revendications qui vont du rejet des attaques du gouvernement à notre projet qui est en même temps une éducation de qualité ouverte à tous que la destruction de l'école. La prochaine direction nationale devrait permettre de trouver un axe clair et compréhensible.

- Répression et racisme

Ce sont des thèmes très présents dans la situation politique et sur lesquels des luttes ont lieu en ce moment. Nous avançons sur la régularisation de tous les Sans-papiers et l'égalité des droits entre Français et étrangers. Nous axons aussi cette campagne sur un thème antiflics, qui même s'il ne correspond pas au niveau de conscience de l'ensemble des jeunes, est une préoccupation de centaines de milliers de jeunes. La révolte des banlieues, les différents mouvements sociaux (notamment contre la loi Fillon et le mouvement contre le CPE), et les attaques dont sont « victimes » les flics dans les quartiers en ce moment le montrent.

Les autres questions qui préoccupent les jeunes :

- Logement

Le logement, d'après de récents sondages est le premier souci des Français. Cela est d'autant plus vrai pour les jeunes, car cette préoccupation est couplée à celle de l'autonomie et du fait de pouvoir ou non partir de chez leurs parents. Ce thème fait partie des axes qu'a adoptés la LCR pour sa campagne. Nous le reprenons, en incluant cette dimension jeune de l'autonomie, ainsi que d'autres aspects : la caution parentale demandée aux jeunes pour une location, le prix du loyer, la construction de logement universitaires…

- Droits des femmes

C'est une question qui préoccupe les jeunes, au moins la moitié d'entre eux. Nous axons sur le droit de contrôler son corps (sexualité, contraception, avortement…), la précarité dont sont victimes les femmes, les violences, et en quoi les attaques sur l'éducation touchent en priorité les femmes. La LCR va sortir une affiche de campagne sur cette question, nous la reprenons.

- Questions internationales

Ce n'est pas parce que la campagne est axée sur qui dirigera la France et quel programme mettra-t-il en place, que nous devons mettre de côté notre profil internationaliste. Nous intervenons en soutien aux peuples opprimés, pour leur droit à l'autodétermination, et pour le retrait de toutes les troupes d'occupation, notamment les troupes françaises au Liban et en Afrique. De plus, un dirigeant de l'UNT (principal syndicat vénézuélien) sera a priori disponible durant une partie de la campagne pour faire des meetings avec nous.

La cohérence d'ensemble : par les luttes, rompre avec cette société

Une difficulté existe : celle de faire une campagne où l'on parle de différentes questions, mais où il n'existe pas de cohérence d'ensemble. Il faut donc voir précisément ce que l'on dit, comment on avance.

À travers ces différents axes, nous devons amener des revendications transitoires (qui partent des préoccupations des jeunes, et en même temps posent le problème du cadre de cette société), et en profiter pour parler des luttes, proposer des perspectives militantes et développer notre vision de comment changer la société.

Dès le début de la campagne, nous essayerons de l'utiliser pour construire les mobilisations : notre matériel, nos interventions, nos meetings devront comporter une partie importante sur les luttes de la jeunesse et la nécessité de les construire. Nous devrons en particulier prendre appui sur l'expérience de la lutte sur le CPE pour faire cette démonstration : c'est lorsqu'on lutte que l'on change les choses, pas en votant pour la gauche.

Nous devrons aussi, petit à petit, de plus en plus, dans la campagne, montrer l'importance de rompre avec cette société. Cela passera pas des revendications transitoires (anticapitalistes) partant des axes de campagne, pour poser le problème de la propriété et de l'État. Cela passera par l'explication qu'il faut voter pour des révolutionnaires pour affirmer le plus largement possible que nous ne faisons pas confiance à la gauche et aux institutions pour changer les choses, qu'il faut rompre avec celles-ci. Enfin, cela devra aussi passer par des discussions sur le fonctionnement de cette société et notre projet de société.

Comment la mettre en place :

L'objectif de cette campagne est de regrouper largement autour de nous. Nous tentons de faire militer des jeunes autour de nous sur la campagne, tout en faisant le lien avec le reste de notre activité et les luttes à mener. Nous ne devons pas être frileux, beaucoup de jeunes trouvent ça normal qu'on se présente aux élections, qu'on essaie de convaincre de voter pour nous. À nous d'expliquer et de convaincre que les élections ne suffisent pas, qu'elles ne permettront pas de changer la société, et qu'il faut s'organiser et militer pour réellement changer les choses. Avec cette campagne, nous pouvons gagner des centaines de jeunes à l'organisation et en faire militer des centaines d'autres.

Pour cela, nous devons monter des comités de soutien au candidat de la LCR, qui nous permettrons d'associer des jeunes désireux de mener la campagne avec nous. Ces comités devront permettre de discuter de la campagne, des axes, de sa mise en place concrète (signatures, diffs, meetings, collages…). Ces comités doivent aussi être des sortes de réunions ouvertes permanentes, où l'on propose l'ensemble de notre politique et de notre activité, et ainsi être une passerelle pour que des jeunes rejoignent notre organisation.

Sur chaque ville, nous essayons de mettre en place des meetings, notamment sur les facs, avec Olivier Besancenot si possible, ou avec un représentant de la LCR et des JCR, dans lesquels nous interviendrons sur les axes de campagnes décrits ci-dessus. Nous pouvons aussi mettre en place des réunions thématiques et aborder l'ensemble des axes ou un ou deux axes (suivant combien on fait de réunions). La campagne sera l'occasion de diffuser énormément de matériel, alors n'hésitons pas : diffusion de tracts, collages, ventes de brochures, a priori un T-shirt va sortir aussi…

L'étape 1 : les signatures

Mais avant toute chose, si on veut être sûr de pouvoir mener cette campagne, il faut être en capacité de se présenter. Et pour l'instant c'est pas gagné. Nous devons aider la LCR dans la chasse aux signatures. Sur les différentes villes et au niveau national, nous devons centraliser de manière précise les disponibilités des différents camarades, des voitures s'il y en a… Ce serait bien que chaque militant participe au moins deux ou trois fois à une journée de chasse ou signatures (si c'est possible plus, il ne faut pas hésiter). Nous utilisons l'argument démocratique : il devrait être normal qu'une force politique représentative comme la LCR puisse se présenter !

Laure (Nanterre), Antoine (Jussieu)

Le regroupement comme stratégie révolutionnaire

Ce texte est une contribution au débat d'orientation du Congrès, il sert également de base d'appel à une réunion ouverte à toutes et tous mercredi 1er novembre, à 15 heures, à Taine.

Deux événements qui ont eu lieu dans ces deux dernières années changent fondamentalement la donne dans la situation politique française et ont des répercussions au-delà même de la France. Il s'agit de la victoire du NON à la constitution européenne et la victoire du mouvement contre le CPE.

Si l'on pouvait analyser comme un tournant la fin des années 90 avec notamment l'émergence du mouvement anticapitaliste et une remontée des luttes, un pas bien plus grand a été franchi dans la construction du rapport de force avec la classe dirigeante en moins de deux ans. Nous avons gagné. Le NON a été majoritaire et largement à gauche et le CPE a été retiré. Dans ces deux cas, une large partie de la population a été impliquée dans la construction de ces mobilisations et notamment la jeunesse. La jeunesse a finalement voté massivement pour le NON et la jeunesse notamment scolarisée était à l'avant-garde du mouvement contre le CPE, les comparaisons avec 68 sur l'ampleur des grèves dans les facs et lycées en terme de massivité mais aussi en terme de politisation en témoigne.

Les conséquences positives majeures de ces deux victoires sont :

1. La confiance : il existe aujourd'hui chez des dizaines de milliers de gens et notamment de jeunes le sentiment qu'en se mettant en mouvement et en construisant le rapport de force il est possible de gagner. Cette expérience pose, de fait, pour de plus en plus de gens et notamment les jeunes, la nécessité de s'organiser pour résister à la classe dirigeante sur la durée.

2. L'unité : L'élargissement du mouvement contre le CPE aux travailleurs a été le produit de la détermination des étudiants et de la construction de l'unité qui permettait l'implication de tous. Cette même logique d'élargissement et d'implication avait entraîné la jeunesse à voter NON le 29 Mai. L'unité jusqu'au bout, entre les forces politiques et syndicales, sur une question politique claire (29 Mai ou CPE) a massivement démontré la force de notre classe lorsqu'elle est unie.

Aujourd'hui, la volonté existe de continuer tous ensembles pour défendre les revendications des mobilisations de ces dernières années contre les contre-réformes libérales. Forts des expériences récentes, l'unité est, aujourd'hui, plus facile à construire sur la durée : la volonté de la classe est renforcée et la disponibilité des forces politiques ou syndicales est accrue.

3. La politisation : Le processus de politisation au sein de la classe, qui se traduit notamment par une entrée en lutte de tous les « secteurs » de la jeunesse et des travailleurs s'est également accentué dans ces dernières mobilisations. L'hétérogénéité politique au sein des mobilisations a été un moteur puissant de cette politisation : les débats stratégiques et politiques ont reposé en grande partie sur elle. Dans le même temps, une radicalisation, c'est-à-dire la compréhension de la globalité des attaques et de la logique du système se développe et, en parallèle, la nécessité d'une lutte globale.

Aujourd'hui, c'est à l'échelle de plusieurs dizaines de milliers de personnes, et notamment de jeunes, que se pose, immédiatement, la question de l'alternative politique.

La recomposition politique, produit du développement des contradictions

La crise économique qui se développe depuis plusieurs décennies a été à l'origine de la volonté par la bourgeoisie d'une restructuration mondiale tant au niveau économique que politique. À travers ce processus, le projet de la bourgeoisie a rencontré des résistances et subit maintenant une crise de crédibilité de plus en plus forte. À la crise économique s'ajoute aujourd'hui une crise politique majeure qui se traduit tant par la remontée des luttes à l'échelle internationale et la recherche d'alternative politique à gauche que par le développement de l'impérialisme comme stratégie de la bourgeoisie pour maintenir sa domination.

De fait, en même temps que les luttes se développent quantitativement et qualitativement, la classe dirigeante élève le niveau des attaques tant pour sortir de la crise économique que pour détruire la résistance (guerre sans limite de Bush, délocalisation, adaptation de l'éducation au besoin du marché, précarisation, développement des politiques sécuritaires, etc.…). La donnée majeure de la situation politique, est ce processus de polarisation politique, c'est-à-dire de renforcement des projets et des mouvements politiques et sociaux qui s'affrontent selon des intérêts de classe.

Cette réalité est à l'origine du développement des mouvements de ces dernières années et des processus de recomposition, de politisation et de radicalisation qui ont lieu en leur sein. Notre stratégie doit d'onc être déterminée en fonction d'une donnée majeure : les confrontations vont continuer à se développer et les mobilisations que nous avons vécues ces dernières années ne sont que le prélude des mouvements à venir.

Cette hausse du niveau de confrontation entre les classes a des répercussions concrètes en terme programmatique et organisationnel. La classe dirigeante s'appuie sur l'alternance du bipartisme depuis les années 80. Ainsi, la droite néolibérale et la « gauche » social-libérale se disputent la direction de l'État, toutes deux pour mener les réformes imposées par les besoins de la bourgeoisie.

Le tournant du PS vers le social-libéralisme et, du coup, son décalage avec la remontée des luttes et du niveau de conscience, pose et posera avec de plus en plus d'acuité la question de l'alternative politique à gauche sur la base de la

dynamique de rupture que les luttes expriment ces dernières années.

Stratégie révolutionnaire

L'enjeu pour les révolutionnaires aujourd'hui est donc de développer une stratégie pour peser dans ce processus de recomposition politique. Ce processus est une donnée structurelle de la période, qui dépassera le moment des élections. C'est pourquoi il est déterminant dès maintenant d'être une force motrice dans cette dynamique. Il faut donner à nos interventions une cohérence stratégique qui permette d'accentuer le rapport de force en faveur de notre camp social. Une simple alliance tactique d'organisations ne va pas dans ce sens. Notre stratégie doit être celle du regroupement de toutes les forces de résistances, qu'elles soient organisées ou individuelles, dans un esprit d'unité et d'élargissement permanent. Il s'agit pour nous de faire partie des éléments centraux dans les cadres qui organisent et conscientisent massivement la jeunesse.

Cela signifie concrètement :

- Construire l'Unef :

Sur les facs, le premier outil de lutte qui est à la disposition des étudiants est le syndicat. Celui-ci permet à tous les étudiants de s'organiser de manière permanente pour défendre leurs droits sans autre préalable que celui-ci. Après la victoire du printemps dernier, construire l'UNEF partout, renforcer le niveau d'organisation des étudiants, est une condition pour renforcer leur niveau de conscience et de confiance. C'est aussi en s'appuyant sur l'expérience du mouvement que nous pouvons gagner que l'Unef soit un outil pour la construction de l'unité sur toutes les questions et mobilisations qui implique la jeunesse.

- Construire le mouvement antiguerre :

Comme sur les questions sociales nous devons pousser à un regroupement sur la question de la guerre. Il y a urgence à créer un mouvement de masse en France contre la guerre sans limites de Bush. La position de la France tend de plus en plus à s'aligner sur la politique US, en l'absence d'un mouvement conséquent, le racisme et les politiques sécuritaires se renforcent et se renforceront de plus en plus. Nous devons donc être à l'initiative de collectifs locaux sur des bases et des mots d'ordres larges. ACG peut être un outil pour ça tout en cherchant à impliquer les différentes organisations sur nos facs telles que l'UNEF, l'UEC, les JC… à l'intérieur ou aux côtés d'ACG là ou ACG existe ou à lancer un collectif là ou il n'y en existe pas qu'il s'appelle ACG ou non mais qui est comme base : une activité au quotidien contre la guerre sans limites en essayant de rassembler le plus largement possible.

- Construire l'Alternative Politique :

A l'issue du 29 Mai la dynamique pour la construction de candidatures unitaires en 2007 est l'expression du besoin d'alternative politique. Celle-ci révèle autant la volonté de rupture que l'hétérogénéité politique de la classe (présence de réformistes plus ou moins radicaux et de révolutionnaires). Que les candidatures unitaires aboutissent ou non, cette aspiration à la construction d'une alternative politique va continuer de se développer notamment dans la jeunesse. Depuis le 29 Mai, des collectifs pour une alternative au libéralisme se construisent sur différentes facs : nous devons être des éléments moteurs de leur construction. Nous devons permettre leur développement tant à travers la construction des mobilisations que dans la prise en charge des débats politiques et stratégiques auxquels nous sommes confrontés. La jeunesse est le réservoir de l'alternative, nous devons en faire un élément central de sa construction.

- Construire des événements politiques larges et unitaires :

Parce que la colère se généralise, les questions entraînant une volonté de mobilisation se multiplient également. Nous devons alors répondre en construisant tous les cadres permettant l'implication la plus large et la plus massive possible, afin d'entraîner dans l'activité quotidienne un maximum de forces politiques ou individuelles. C'est de cette manière que nous devons développer RUSF ou les collectifs contre la répression là où ils existent. Cependant, nous pouvons aujourd'hui également prendre l'initiative de construction d'événements politiques unitaires bien plus largement que sur des questions spécifiques restreintes ou ponctuelle. Les initiatives de type Forum Social Universitaire, festivals politiques, états généraux ou autres, abordant différentes thématiques ou mobilisations vont dans ce sens. Ces événements doivent pouvoir impliquer l'ensemble des forces militantes étudiantes, enseignantes et administratives sur les universités et, à travers cette démarche, permettront d'élever le climat politique, de favoriser l'activité commune, les débats et les liens politiques et militants.

- Construction d'une organisation révolutionnaire :

Construire une organisation qui soit en capacité de défendre en permanence les intérêts de la classe est une tâche centrale pour les révolutionnaires dans la jeunesse actuellement. Sa détermination en fait un élément moteur pour la classe et son niveau de conscience aura des conséquences dans les confrontations des prochaines années. Pour cela, nous devons irriguer le mouvement de marxisme tant dans la pratique (cf. tous les autres paragraphes) que dans la théorie (formations systématiquement ouvertes, cercles ouverts annoncés publiquement sur des thèmes théoriques de fond : l'exploitation, l'impérialisme, la concurrence, la classe ouvrière, etc.…). Cela signifie également que journal doit et s'ouvrir (courrier, annonce des cercles ouverts, comptes rendus, etc.…) pour permettre à notre milieu d'y participer et renforcer sa qualité politique (article d'analyse de fond, théorie, formation, etc.…). Le journal ne doit plus être une vitrine mais un outil organisateur de notre activité et de notre milieu. Nous devons organiser un réseau permanent autour de nous qui participe aux cadres et aux activités que nous construisons, qui achète lis et écrit dans notre journal.

Marie (Censier), Sarah (Saint-Denis), Rodolphe (Jussieu)

À quoi doit servir le congrès ?

Ce congrès ne va pas se tenir dans les meilleures conditions. Les textes de congrès n'ont pas été disponibles très longtemps à l'avance, on ne connaît pas encore les plates-formes qui seront proposées au vote. Ce ne sont donc pas les meilleures conditions pour prendre le temps du débat dans l'ensemble des villes, et avec l'ensemble des militants. Cela dit le retard pris dans l'organisation de ce congrès ne vient pas de nulle part, mais de la faiblesse de la direction, qui ne s'est pas pleinement donné les moyens d'organiser ce congrès dans des conditions optimum. Et ce retard est également dû à un manque de volonté de certaines sensibilités politiques de l'organisation de s'engager dans la discussion, d'écrire des textes, de se constituer ou non en plate-forme, ce qui fait que le débat manque pour l'instant de clarté. Il est difficile de réellement cerner les débats qui traversent l'organisation, les désaccords, mais aussi ce qui fait consensus. Cela est encore plus vrai pour les militants qui viennent de nous rejoindre.

Des camarades ont proposé de reporter le congrès. Seulement, le reporter, cela voulait dire le faire en février ou mars, pour ne pas le faire en même temps que les partiels, c'est-à-dire en pleins préparatifs du congrès de l'Unef et en pleine campagne électorale. Mais le problème n'est même pas là. Depuis le dernier congrès, l'organisation s'est renouvelée ; nous avons participé à des mouvements très forts dans la jeunesse et recruté beaucoup de militants dans ces moments. Et la direction de l'organisation ne reflète plus vraiment la réalité de l'organisation. C'est ce qui explique en grande partie pourquoi on a du mal à avancer, à renforcer l'organisation, et pourquoi dans ces conditions il est difficile d'organiser les débats dans l'ensemble de l'organisation. Reporter le congrès n'aurait fait que prolonger cette situation et l'aurait empirée. Ce ne sera pas le congrès du siècle, mais il était grand temps qu'il s'organise, et espérons que cela fera progresser l'organisation. Voici la réflexion de camarades ayant participé à la rédaction des textes proposés par la majorité de la commission d'écriture des textes, sur les enjeux de ce congrès, et à quoi il doit servir.

Prendre le temps de tirer les bilans

Le congrès est un moment où l'on prend le temps de discuter. Ce temps est important car on le prend rarement tout au long de l'année. Ce temps du congrès doit nous être utile pour tirer les bilans depuis deux ans, voir ce qu'on a fait de bien, là où on a eu du mal à avancer et se servir de ces bilans pour avancer. Il nous paraît important de comprendre pourquoi nous avons été plutôt bons dans les luttes (que ce soit le mouvement lycéen et le mouvement contre le CPE, ainsi que la riposte face à l'état d'urgence, même si c'était loin d'être à la hauteur des enjeux). Et pourquoi dans ce même temps, nous avons eu des difficultés à progresser, à recruter en masse et à structurer l'organisation (même si globalement nous nous sommes construits et que de nouvelles sections se sont créées). Ces questions, il est important d'essayer d'y répondre, car cela nous permettra de franchir un cap.

Tenter de comprendre la situation politique

Les débats sur la situation politique semblent des fois être un truc d'intellos. Mais c'est l'analyse de la situation politique qui nous permet de voir où en est la classe dirigeante, quel est le niveau de conscience des jeunes, des salariés, quelles sont les stratégies des différents courants politiques, quelle est la place des révolutionnaires… Et c'est à partir de ces éléments que nous pouvons décider quelles campagnes lancer, quelle activité mener, et comment agir au quotidien pour essayer de développer les luttes et changer le rapport de force. Depuis le dernier congrès, il y a eu des changements dans la situation politique. La victoire de la résistance libanaise contre l'intervention d'Israël doit nous amener à affiner notre analyse de la situation au Moyen-Orient. Et la présence de troupes françaises au Liban est une donnée à prendre en compte dans la construction du mouvement anti-guerre. En France aussi, nous avons connu des évolutions de la situation politique. La révolte des banlieues, le peu de réponse du mouvement ouvrier face à la répression que l'État a menée contre ces jeunes vont forcément laisser des traces. Le mouvement lycéen contre la loi Fillon, le mouvement contre le CPE et la précarité ont été l'occasion pour des dizaines de milliers de jeunes de discuter politique, de s'affronter à l'état, à la police, de prendre en charge eux-mêmes l'organisation de débats, des prises de décisions, de s'organiser avec des travailleurs…

Le niveau de conscience des jeunes a progressé, aujourd'hui toute une génération a vu dans la pratique que la lutte peut payer. Mais le niveau de conscience ne s'est pas élevé au point que ces jeunes s'organisent après le mouvement. La reconstruction d'une conscience de classe dans la jeunesse pourra prendre beaucoup de temps. Il y a eu des changements sur l'échiquier politique, que ce soit à droite entre le clan Chirac-Villepin et Sarkozy, ou à gauche avec le non au référendum sur la Constitution européenne. La campagne unitaire pour le Non de gauche a eu des conséquences, en interne du PS, du PC, et pour des milliers de militants syndicaux ou associatifs.

Tous ces changements ne doivent pas nous amener à revoir entièrement notre analyse de la situation politique et chercher de nouvelles stratégies, mais doit nous conduire à affiner notre analyse et à réajuster notre orientation.

Discuter d'orientation, de campagnes et de

comment structurer les jeunes

Ce congrès doit nous permettre de définir des priorités et des campagnes que vont ensuite mener l'ensemble des sections. C'est un des enjeux principaux de ce congrès, car avant tout, se voir sert à discuter ce que nous allons faire ensemble, et à se mettre d'accord malgré les divergences qui peuvent exister sur une orientation commune.

Ainsi, il est central qu'à l'issue de ce congrès nous ayons défini des campagnes précises sur des questions prioritaires comme le mouvement antiraciste, les questions d'éducation (autonomie des universités, sélection, professionnalisation, budget…), le mouvement anti-guerre, ou la répression et les politiques sécuritaires. Nous devons aussi discuter d'orientations sur des questions permanentes qui sont importantes et qui peuvent radicaliser les jeunes comme le féminisme, le travail LGBT, l'Antifascisme, l'écologie.

Une question déterminante pour notre orientation sera la question de comment structurer la jeunesse et du travail de masse. Les débats devront nous permettre d'avoir une intervention commune dans le syndicalisme étudiant, malgré nos désaccords et nos différentes structures syndicales.

Enfin, nous ne pourrons éviter le débat de la campagne électorale. Ce débat a été difficile dans la LCR et a amené à une intervention éclatée entre la campagne de l'organisation autour d'Olivier Besancenot, et l'intervention dans les collectifs pour des candidatures unitaires. Ce congrès doit nous permettre de mener le volet jeune de la campagne de la LCR et de dégager différents axes sur lesquels nous allons mener cette campagne, comme l'autonomie, la précarité, le racisme, la police, l'éducation. Cette campagne devra être un point d'appui pour défendre à une échelle de masse des revendications transitoires, un programme d'urgence pour la jeunesse, le fait de construire les luttes, et notre projet de société.

En bref, les débats doivent nous permettre d'y voir plus clair sur ce qu'il faut faire, et d'élaborer une politique commune qu'on mènera à l'échelle nationale.

Sortir de la situation de crise que les JCR ont connue autour du dernier congrès

Le dernier congrès a été un congrès de crise : les débats étaient très tendus, très fractionnels, et résultat des votes : les trois plates-formes ont recueilli respectivement 40, 30 et 20 %. Du coup, il n'y avait pas vraiment de majorité. Les deux plates-formes minoritaires ont au départ formé une alliance majoritaire mais il n'y avait pas de base politique commune suffisamment solide. Sauf qu'au bout d'un moment, dans la direction, seule la minorité de 40 % (et une partie de la plus petite) a continué à réellement essayer de construire l'organisation au niveau national. Et voilà, deux ans après, seule la moitié des membres du bureau national continuent à se réunir. Et c'est pareil pour la direction nationale. Il est vrai que la réalité de l'organisation a évolué.

En tout cas, c'est plutôt un bilan d'échec qu'on peut tirer. L'échec qu'une partie de la direction ne se soit pas pris la tête à avoir un fonctionnement commun, ne souhaitent pas construire une direction pour toute l'organisation, l'échec de voir la direction de l'organisation réduite de moitié et que du coup l'ensemble des tâches ne soient pas faites. (suivis des villes sérieux, sortie et envois du matériel plus suivi, trésorerie sérieuse…).

Un des enjeux de ce congrès est donc déjà que les débats se passent bien. L'idée n'est pas de cacher les désaccords, on en a et c'est pas très grave ; mais c'est de les formuler de manière à ce que tout le monde les comprenne, et aussi être en capacité de les surmonter pour se mettre d'accord sur une activité commune à mener et construire et renforcer ensemble l'organisation. Tel devrait être le rôle de la prochaine direction qui sera enfin renouvelée au congrès. Espérons que ce congrès serve à fonctionner plus collectivement et à faire des tests en menant la même politique et en tirant les bilans ensemble.

Renforcer les liens avec la LCR et les jeunes de la LCR

Aujourd'hui les liens entre la LCR et les JCR ne sont pas parfaits (trop distendus et parfois au contraire trop tendus), même si localement ils peuvent être très fort et bien se passer. Les mouvements contre la loi Fillon et contre le CPE ont été un point d'appui pour renforcer ces liens et la situation est quand même nettement meilleure qu'au dernier congrès. Notre intervention dans la jeunesse est toujours éclatée entre les JCR, les secteurs jeunes de la Ligue et des jeunes isolés dans la LCR. Par contre, au niveau national, seuls les JCR élaborent une orientation, du matériel, et centralisent l'activité jeune, que ce soit des JCR ou des jeunes de la LCR, ce qui a été fort utile pendant les mouvements. L'enjeu de ce congrès est donc de faire un saut en avant dans le renforcement de ces liens. Pour l'instant les JCR sont les seuls à réellement proposer une réunification de notre intervention dans la jeunesse, avec des propositions concrètes pour la mise en place de la Commission nationale jeune. Le congrès doit être l'occasion de reformuler ces propositions et doit permettre à tous les jeunes de notre courant qu'ils soient aux JCR ou à la LCR de s'emparer des débats sur notre intervention dans la jeunesse. Les jeunes de la LCR sont donc bien évidemment conviés à participer à notre congrès, afin de renforcer ces liens.

Laure (Nanterre)

L'anti-libéralisme est-il soluble dans les institutions ?

Depuis plusieurs mois, de nombreuses discussions ont eu lieu dans l'organisation à propos de l'idée d'anti-libéralisme. Évidemment, pendant la campagne contre la Constitution européenne, mais aussi depuis (collectifs antilibéraux, candidatures unitaires antilibérales…).

Trois arguments reviennent souvent dans le raisonnement des camarades (notamment dans le texte « situation politique et stratégie révolutionnaire » du BD n° 1). Ce texte va tenter de leur répondre.

I] Anti-libéralisme : « niveau de conscience actuel du mouvement social » ?

Depuis 1995, des luttes sociales décisives se sont déroulées : grèves de l'hiver 95, mai-juin 2003, mouvement lycéen de 2005, révolte des banlieues, CPE, et aussi, sur un plan plus idéologique, le NON à la Constitution, le mouvement altermondialiste… L'émergence de ces luttes de masse est un changement majeur par rapport à la situation politique des décennies précédentes (défaites sans combat, mouvement social « en veilleuse »…). Elles traduisent une opposition profonde et massive aux réformes des gouvernements successifs. Depuis 95, la conscience se renforce qu'un autre monde est possible, c'est-à-dire le refus d'une société fondée sur la guerre, le racisme, le profit…

Mais cette conscience est contradictoire.

D'un côté, avoir perdu sur les retraites après plusieurs mois de grève, ou sur la Sécu sans la moindre bataille, cela renforce la résignation, l'idée qu'après tout on n'y peut rien… Et, tout en rejetant autant les projets gouvernementaux, cela se traduit moins par la lutte, que par la délégation : « ils sont trop forts, mais, aux prochaines élections, on leur fera payer. Et la gauche annulera peut-être la réforme ». Les défaites renforcent aussi l'idée que ces contre-réformes sont peut-être nécessaires, même si elles sont douloureuses.

D'un autre côté, les victoires contre la Constitution et le CPE, les premières depuis 95, renforcent la confiance des jeunes et des travailleurs dans leurs propres forces, dans leur capacité à changer le cours des choses sans attendre la prochaine élection. Elles ont aussi permis des progrès de la conscience sur de nombreux points clés notamment : l'unité de notre camp social (jeunes, précaires, chômeurs, travailleurs…) face à celui des patrons et des gouvernements, le besoin d'unité de tous les courants dans la lutte, et l'objectif d'une riposte d'ensemble des jeunes et des travailleurs (une grève générale, consciemment recherchée par des centaines de milliers de grévistes en 2003 et 2006), la défiance par rapport aux institutions (décalage entre la proportion de NON à la Constitution à l'Assemblée Nationale et dans la population, retrait du CPE après son vote et sa promulgation…), démonstration de masse de l'utilité de la grève (et même des piquets de grève)…

Cette nouvelle combativité en train d'émerger est contradictoire, incomplète, variable… Il n'y a pas « UN niveau de conscience » mais plusieurs, qui sont inégaux, avec des secteurs plus avancés que d'autres, et qui se combinent, c'est-à-dire avec la possibilité pour les secteurs les plus avancés d'entraîner les autres (comme pendant le CPE : militants étudiants - étudiants - jeunes - salariés). On ne peut pas faire une moyenne de ces niveaux de conscience, des plus avancés aux plus en retard, et calculer que « le niveau de conscience actuel du mouvement social est antilibéral ». C'est une démarche abstraite et qui ne correspond pas à la réalité. Par exemple, certains s'opposaient à la Constitution par souverainisme, d'autres par anticapitalisme, d'autres par attachement aux services publics… Ce qu'il y a de commun, c'est la défiance vis-à-vis des institutions et des partis de gouvernement (PS et UMP). Mais son expression est contradictoire : idées réactionnaires cohabitent avec combativité.

Cette nouvelle combativité est l'élément le plus décisif de la situation politique, mais rien ne permet d'affirmer qu'elle va simplement continuer à progresser, au même rythme que les menaces de contre-réformes des gouvernements. C'est un enjeu majeur, mais ce n'est pas gagné d'avance. De nombreux facteurs entrent en jeu : réussite ou pas des manœuvres de diversion sur l'immigration et l'insécurité, effet soporifique d'une victoire de la gauche, freinage des directions syndicales… mais aussi prises d'initiatives des révolutionnaires pour approfondir la crise. Et dans les luttes récentes, c'est ce dernier facteur qui a été l'un des plus décisifs.

II] Besoin d'unité ? Oui… mais pour faire quoi ?

Le deuxième argument des camarades est le besoin d'unité. C'est évidemment juste : la grève de 2003, la victoire contre la Constitution, ou le retrait du CPE n'auraient sans doute pas été possibles sans cadres et campagnes unitaires. Mais l'analyse ne peut pas en rester là !

Ce qui a accompagné l'unité, c'est la division. Ainsi dans les AG interpros de 2003 ou dans les AG de fac contre le CPE, notre rôle était de nous battre en même temps pour que les grosses structures syndicales soient là et s'impliquent, et pour contrer leur orientation. En 2003 la direction de la CGT était opposée à la grève générale ; lors de la campagne contre la Constitution, le PC ou la direction de l'UNEF étaient opposés à un lien avec les luttes du moment (mouvement lycéen…), mais nous avons quand même tenté de le faire ; pendant la révolte des banlieues, tous les autres courants étaient pour le retour au calme et la condamnation de « toutes les vio-

lences », nous nous battions contre.

Pendant le mouvement contre le CPE, nous nous sommes battus pour maintenir l'unité du mouvement (des anars et totos jusqu'à la Confédération Étudiante), mais nous nous sommes aussi fortement battus contre la direction de l'UNEF (élargissement des revendications, entraîner les autres secteurs, auto-organisation…).

Ces désaccords viennent d'une divergence profonde et irréconciliable sur le rôle des institutions. Pour tous les courants réformistes, sociaux-libéraux comme « antilibéraux », les choses se changent par en haut : par le gouvernement, le Parlement, les mairies, les élections, les Conseils d'Administration… Leur stratégie de lutte est toujours une menace pour le mouvement : ils proposent à chaque fois d'interpeller le ministre, de ne pas effrayer les gens par des luttes trop prononcées, d'avoir des rythmes de mobilisations infiniment lents, de ne pas mettre en place d'AG souveraine ou de comité de grève… Dans le cadre d'une lutte, ces courants sont (souvent) dans le même camp que nous, mais sont des adversaires, et ce n'est que quand nous arrivons à rendre notre orientation plus crédible que la leur que nous jouons notre rôle. Ainsi, si le CPE a été retiré, c'est parce que la stratégie adoptée par la coordination nationale a été la nôtre et non celle de Bruno Julliard.

Leur logique et la nôtre sont inconciliables. Et la période de crise politique et sociale que nous vivons depuis plusieurs années ne fait que le confirmer. Vu la gravité des attaques que nous prévoient les gouvernements, et vu la nouvelle combativité des jeunes et des travailleurs, il est fort possible que de nouvelles explosions sociales se produisent rapidement (du type du CPE ou de la révolte des banlieues). À quoi servirons-nous alors, si nous n'avons en tête que le besoin d'unité, et pas aussi le besoin de démarcation, de clarification, de confrontation ?

III] Orga révolutionnaire cherche partenaires pour nouvelle force

C'est dans ce contexte que se pose la question des candidatures unitaires.

On ne peut qu'être d'accord avec l'idée d'une campagne électorale, qui réunisse le plus de forces possible, pour porter avec plus de poids une orientation combative. Mais le problème c'est de définir cette orientation combative, et les divergences évoquées plus haut ne disparaissent pas quand il s'agit d'élection, au contraire.

Notre courant a participé à toutes les discussions pour aboutir à un accord sur l'orientation et la démarche. Mais, s'il a été possible de trouver un accord sur de nombreuses revendications, les autres courants (notamment le PC) n'ont pas changé de nature : leur conception des institutions est toujours contradictoire à la nôtre.

Et c'est sur cette question que s'est faite la rupture : le PC, et la majorité des courants composant le cadre national pour des candidatures unitaires antilibérales, ont refusé de clarifier la position du collectif par rapport au PS et à une éventuelle gauche plurielle n° 2. Nous n'exigions qu'une chose : le refus de participer ou de soutenir une majorité de gauche qui continuerait une politique libérale (comme la direction du PS le fera évidemment si elle gagne), c'est-à-dire le refus que ces candidatures ne soient que le moyen pour les courants réformistes de réintégrer cette nouvelle radicalité dans les institutions, en soutien à un gouvernement de gauche libérale.

Et derrière ce refus du PC, il y a la question de son ancrage dans les institutions : sans accord avec le PS pour les législatives, il perdra son appareil de 10 000 à 12 000 élus. Financièrement, politiquement… ce n'est pas possible pour lui : c'est pour cette raison que dès le lendemain du 29 Mai, Buffet appelait au rassemblement de toute la gauche, c'est pour la même raison qu'à Bordeaux le PC a préféré soutenir le candidat PS que participer à la liste « antilibérale » avec la LCR et des militants du NON…

Pour conclure : nous avons besoin d'une nouvelle force qualitativement supérieure à notre courant, et il ne s'agit donc pas simplement de se construire (mais ça aide, quand même…). Mais la force dont notre camp social a besoin, ne doit être embourbée ni dans les institutions, ni dans des batailles internes sur les institutions. Elle doit se fixer comme objectifs la grève générale, l'approfondissement de la crise, et le renversement du capitalisme. Malheureusement, ça ne se bouscule pas au portillon pour construire une telle force avec nous…

Gabriel [Nanterre]

[Pour une organisation autonome de jeunesse !

1/ De quoi parle-t-on ? Qu'est ce que la jeunesse ?

Au sens marxiste, la jeunesse n'est pas une classe : elle est limitée dans le temps et elle regroupe des individus issus de l'ensemble des classes de la société. Bien entendu, la vie d'un étudiant en classe prépa non salarié et celle d'un apprenti dans un quartier populaire ne se ressemblent pas… Derrière le terme « jeunesse », il y a des situations sociales et des réalités quotidiennes différentes.

Malgré les contradictions qui la traversent, dont les affrontements souvent violents entre étudiants lors des blocages des universités ont été le signe, il existe une certaine cohérence dans ce groupe social qui est le produit de l'oppression spécifique que subissent les jeunes. Cette oppression spécifique a en commun avec les autres (sexistes, racistes, sexuelles…) de servir la classe dominante en nous divisant. Avec l'apprentissage des normes et idées de la classe bourgeoise dans le cadre de la

famille, de l'école, de l'entreprise et les difficultés matérielles auxquelles sont confrontées les jeunes, elle permet de rendre plus difficile la contestation de l'ordre établi, et finalement de le faire accepter comme allant de soi. Bien sûr entre la date de création des JCR (1979) et aujourd'hui cette oppression s'est modifiée parce que le poids respectif des institutions qui la font vivre a largement évolué : notre génération ne connaît plus l'embrigadement au service militaire alors qu'avec la massification, l'école a pris une place centrale… Elle n'a pas pour autant disparu.

2/ La jeunesse aujourd'hui.

Nous connaissons tous la situation : les jeunes font parti des premières victimes de l'offensive de la bourgeoisie. La question de l'éducation est significative de ce point de vue. Parce que les capitalistes veulent une main-d'œuvre adaptable aux besoins du marché, corvéable et soumise, les attaques pleuvent. Loi Fillon, LMD, autonomie des universités, rapport Goulard et compagnie… On connaît la chanson : les compétences plutôt que les connaissances, la sélection, la casse des garanties collectives, la privatisation annoncée… Les jeunes sont aussi les premiers à subir le chômage, la précarité et la misère. Nous avons assez répété que notre génération savait qu'elle vivrait moins bien que celle de ces parents. Cette situation renforce la dépendance financière des jeunes et donc les attache plus longtemps à leur famille, qui reste le premier lieu de transmission des valeurs de soumission à l'autorité et des normes sexistes et hétérosexistes. L'actualité de l'oppression spécifique de la jeunesse c'est aussi la répression : si nous sommes les premières cibles des politiques libérales nous sommes aussi celles de son aspect sécuritaire. L'actualité et les discours médiatiques parlent d'eux-mêmes.

« La situation objective de la jeunesse, c'est qu'elle est de plus en plus organiquement liée avec le prolétariat », « les jeunes se retrouvent plongés dans le monde du travail » voilà ce qui est expliqué à juste titre dans le texte de la majorité de la commission d'écriture des textes (BD1, p4). Mais ce renforcement des liens entre la jeunesse et le salariat doit-il conduire à modifier les formes d'organisation politiques des jeunes ? Je ne le pense pas. Prendre le prétexte de la prolétarisation de la jeunesse reviendrait à oublier l'oppression spécifique, le rôle particulier dans les luttes des classes (la nature de plaque sensible, la capacité à entraîner la classe) et les rythmes très différents.

Plus besoin de parlez de Mai 68 pour aborder la capacité d'entraînement de la jeunesse, le mouvement CPE vient de nous le rappeler. « La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé » écrit Trotsky : parce qu'elle ne porte pas le poids des défaites, parce que la radicalisation est souvent plus rapide (révolte plus spontanée car les jeunes n'ont pas encore intégré l'idéologie dominante, parce que les appareils bureaucratisés y sont quasi-absents), parce que grâce à l'école elle « dispose d'outils intellectuels et culturels » comme le dit la camarade Danièle (BD1, p21). La jeunesse peut par sa mobilisation servir de levier pour un mouvement de l'ensemble des travailleurs.

3/ Organisation autonome et parti révolutionnaire.

La situation sociale de la jeunesse et l'oppression spécifique rendent objectivement nécessaire de lutter et de s'organiser, pour gagner de nouveaux droits et changer la donne. Malgré le potentiel de révolte de la jeunesse, le lien n'est jamais automatique entre cette révolte plutôt spontanée et la possibilité de jouer le rôle de levier. Il est nécessaire pour que les luttes de la jeunesse jouent un tel rôle qu'il y ait une conscience qui permette la compréhension des contradictions du système, la nécessité de s'organiser et de lutter avec l'ensemble des travailleurs. Voilà ce qui rend vital pour les militants révolutionnaires d'intervenir au cœur de la jeunesse.

Pour nous adresser spécifiquement aux jeunes, les mieux placés sont évidemment les jeunes révolutionnaires. Ils sont les seuls à comprendre la jeunesse et ses évolutions, à pouvoir appréhender le niveau de conscience de leur milieu et par conséquent à élaborer une politique et des campagnes efficaces, à construire les luttes de la jeunesse. Bref l'auto-organisation est une nécessité.

Mais autonomie ne signifie pas manque de lien avec le parti révolutionnaire. Au contraire le choix de l'existence d'une organisation de jeunesse autonome est un choix tactique pour la formation d'une nouvelle génération pour la révolution et pour la construction du parti. La jeunesse a besoin a besoin d'une organisation qui correspondent à ces rythmes militant et à sa grande disposition à la lutte. Si nous sommes d'accord pour dire que les rythmes de radicalisation de franges significatives de la jeunesse ne correspondent pas à ceux des salariés, nous devons en conclure ensemble que nous avons besoin d'organiser spécifiquement les jeunes pour les faire passer de la révolte à la révolution, pour organiser dès aujourd'hui ceux qui sont prêts à militer, à construire les batailles mais ne sont pas prêts à intégrer un parti révolutionnaire.

L'organisation de jeunesse doit être une organisation d'action. Le meilleur moyen d'apprendre le marxisme n'est pas d'apprendre par cœur des livres (enfin lire c'est bien quand même…) mais de s'engager dans la lutte, la construction des mobilisations c'est-à-dire d'apprendre par l'action politique (et de vérifier dans la pratique concrète ce qu'on a lu et discuté). C'est pour cela que la jeunesse doit faire sa propre expérience à tous les niveaux. C'est en prenant des initiatives et des responsabilités, en élaborant leur politique avec les difficultés que cela suppose pour des jeunes encore peu formés, qu'il y aura des jeunes militants capables de peser et de diriger les luttes de leur milieu aujourd'hui, et des cadres pour le parti révolutionnaire demain. Sur les mots d'ordres, les campagnes, le matériel c'est aux camarades jeunes de trancher ! De la base à la direction, il y a nécessité à avoir des cadres de réunion, de débats, d'élaboration et de prises de décision autonomes. Les jeunes doivent y compris avoir le droit de faire leurs propres erreurs. Nous sommes nombreux à avoir appris et à apprendre de cette façon.

L'organisation de jeunesse autonome doit affirmer sa solidarité politique avec

le parti et le parti doit soutenir son organisation de jeunesse par des discussions régulières avec sa direction, son aide matérielle et le partage des expériences avec les jeunes militants. C'est la condition pour que l'organisation de jeunesse soit véritablement une école de formation.

4/ Et concrètement ? Les enjeux de la CN jeunes.

Il y a urgence à réunifier notre intervention politique dans la jeunesse. Pour tous, c'est une évidence que la division entre les JCR, les secteurs jeunes dans la LCR et les camarades jeunes isolés dans la Ligue et les crispations nous empêchent de peser comme nous pourrions le faire. La question de notre structuration dans la jeunesse ne peut pas être tranchée rapidement entre deux autres réunions… Nous devons travailler à ce qu'un accord large se dégage. C'est la seule possibilité pour avancer.

L'enjeu est que la CN ne soit pas un combat de fractions qui se cache derrière la question organisationnelle : tirons ensemble les bilans de nos interventions respectives, discutons de nos pratiques, de la situation de la jeunesse et du rôle des révolutionnaires dedans, débattons de l'oppression spécifique. N'esquivons pas les débats sur l'orientation et nos tâches puisque l'objectif est bien que les camarades jeunes de l'ensemble des sensibilités de notre courant disposent et militent dans un cadre commun. Ce sera la façon la plus politique et efficace de débattre dans l'objectif d'homogénéiser notre intervention en direction de la jeunesse.

La proposition en 4 points formulée par le texte de la majorité de la commission d'écriture (BD1, p15) est bonne et elle est la seule à pouvoir rassembler : cadres d'organisation autonomes du niveau local au niveau national ; campagnes, revendications, matériels décidés par les camarades jeunes ; les camarades jeunes qui participent appartiennent ou non à la Ligue ; cosignature JCR-LCR de l'ensemble du matériel jeune.

Le processus doit reprendre rapidement, la campagne présidentielle doit servir de test. Tout doit être fait pour qu'il n'y ait pas deux « campagnes jeunes » de notre courant. Profitons du moment où nombreux seront ceux qui regarderont vers nous pour militer et construire ensemble, pour fonctionner de façon unitaire pour avancer dans la pratique vers l'unification.

Gaël, [Metz]

[Éducation : un terrain central pour l'intervention des révolutionnaires dans la jeunesse

Mouvement étudiant de 2003, lutte contre la loi Fillon, mouvement contre le CPE et la précarité… la défense des conditions d'études est un des principaux leviers de mobilisation, et la jeunesse scolarisée a un rôle de premier plan pour entraîner les jeunes dans la lutte. De plus, libéraliser l'enseignement est un enjeu important pour la bourgeoisie dans la période actuelle, et elle compte bien appliquer son projet. Que devons-nous faire dans les facs et les lycées ?

1. Susciter des luttes dans l'éducation et construire les syndicats étudiants.

1.1- Construire les luttes dans les facs et les lycées

Les facs et les lycées sont les endroits dans lesquels la jeunesse est le plus fortement concentrée. C'est pourquoi pour mettre le feu aux poudres, pour mettre la jeunesse en mouvement les facs et les lycées doivent être des lieux privilégiés pour notre activité militante ; nous devons nous attacher à construire les luttes à partir de toutes les questions qui concernent les jeunes sur les facs et les lycées. Les questions éducatives, les réformes de l'enseignement pouvaient mettre en branle la jeunesse. Mais elles ne sont pas les seules, ces dernières années il y a eu aussi la guerre, les questions démocratiques ou récemment les Sans-papiers.

Pour construire le plus efficacement ces luttes, nous devons, comme nous l'avons fait pendant le mouvement CPE, avoir une politique qui allie plusieurs aspects.

Une politique unitaire : nous devons proposer l'unité d'action à toutes les organisations qui sont prêtes à agir sur une question, nous devons pousser à la création de collectifs unitaires pour qu'un maximum d'énergie soit dirigée vers le fait de mettre en mouvement sa fac ou son lycée. Les seules forces des révolutionnaires n'auraient pas suffi pour mettre en branle l'ensemble de la jeunesse pendant le mouvement CPE.

Une politique qui pousse à l'auto organisation : nous devons pousser à la tenue d'assemblées générales, de coordinations du niveau local au niveau national. Ca a été la force du mouvement contre le CPE.

Pousser à une confrontation avec la classe dirigeante et le gouvernement : chaque fois que c'est possible nous devons chercher à accentuer la crise, chercher à généraliser le conflit pour aller vers un mouvement d'ensemble. Nous devons chercher à déstabiliser le gouvernement et la classe dirigeante.

1.2 Construire les syndicats étudiants

En dehors des périodes de mouvement, le syndicat est une structure permanente. Il permet de capitaliser les expériences d'une lutte et de préparer les suivantes. Le syndicat est surtout l'instrument qui permet de s'occuper des questions quotidiennes très concrètes. En dehors des grandes périodes de

luttes, la grande masse des étudiants et des lycéens se préoccupent de ce type de questions : problèmes d'inscription, de bourse, d'examen…

En s'occupant de ces questions le syndicalisme étudiant prouve la nécessité de l'organisation collective pour défendre nos droits. Il contribue à la reconstruction d'une conscience de classe. Il s'agit de déclencher des luttes qui même locales permettent une accumulation d'expérience et la construction d'un rapport de forces.

Le syndicat est aussi une structure de front unique permanente. Il regroupe différents courants. Il permet entre les mouvements de maintenir un cadre de discussion et d'action entre différentes forces. Nous devons concevoir le syndicat étudiant comme ce qui remplace les AG en dehors des mouvements. C'est entre autre pour ça que nous devons nous battre contre les exclusions de camarades de l'Unef mais aussi pour la réunification syndicale. Dans un mouvement il n'y a pas plusieurs AG en parallèle. Il y en a une seule dans laquelle chacun défend son orientation et décide d'actions communes.

Pour les révolutionnaires le syndicalisme est une véritable école de formation. Il permet une triple confrontation : avec le niveau de conscience réel des étudiants, faire du syndicalisme force à s'adresser à l'ensemble et pas simplement à une frange déjà radicalisée. Confrontation avec la bureaucratie, on apprend comment elle fonctionne, comment la combattre. Confrontation avec l'État, au quotidien faire du syndicalisme étudiant nous force à nous confronter aux administrations des facs et à l'État pour régler les problèmes concrets des étudiants. Et pour nous le plus logique est d'intervenir dans le syndicat majoritaire, l'Unef, où il est possible de toucher le plus grand nombre et de regrouper le plus de courants.

Aujourd'hui il y a plus de militants qu'au dernier congrès, qui sont convaincus de faire du syndicalisme étudiant. Cette évolution est positive mais notre activité reste désordonnée. Nous devons coordonner notre activité dans les différentes structures dans lesquelles nous intervenons (Sud, Unef, Collectifs pour une Unef unie et démocratique), nous fixer des objectifs communs. La question de la réunification syndicale doit être centrale pour tous les camarades. Dans ce cadre les Collectifs pour une Unef unie et démocratique sont un outil central dans la bataille contre l'exclusion des camarades mais aussi pour la réunification syndicale. L'idée étant que ces collectifs regroupent des militants exclus, de l'Unef, de Sud et d'autres avec comme base d'accord la volonté de construire un syndicat unifié.

2-Avoir une vision d'ensemble de classe dirigeante et y répliquer sur tous les terrains

2.1 Analyser les réformes et comprendre la stratégie de la classe dirigeante

Depuis plusieurs années la classe dirigeante cherche à modifier le rôle et les structures de l'enseignement. Nous devons nous efforcer d'effectuer des analyses précises des différentes réformes. En partant de l'analyse de ces réformes et de l'expérience que chacun peut faire sur sa fac ou son lycée, nous devons être en capacité d'expliquer les objectifs généraux de la classe dirigeante : réduire le niveau de qualification de la grande majorité des salariés, former une main-d'œuvre peu qualifiée et précaire, ouvrir l'éducation aux entreprises et la concurrence.

2.2 Une intervention coordonnée sur les facs et les lycées

La première exigence pour nous en la matière c'est déjà d'avoir une intervention régulière sur les lycées. Un texte a déjà été écrit sur ce sujet.

Dans certains endroits pendant le mouvement CPE, les liens entre les facs et les lycées étaient très forts. Les mobilisations se nourrissaient l'une de l'autre. Sur le 92 Nord nous faisions des cortèges communs fac/lycées, plusieurs fois les étudiants sont allés débrayer des lycées et des lycéens sont venus aider au blocage de la fac. Nous devons continuer à renforcer ces liens qui peuvent être une véritable force de frappe pendant les mobilisations.

Nous avons la possibilité avec le rapport de la commission université-emploi de mener une campagne commune sur les facs et les lycées sur la question de la sélection.

3- Une orientation offensive

3.1 Notre rôle n'est pas simplement d'avoir de bonnes analyses et d'attendre que des luttes se déclenchent pour pouvoir les y exposer. Nous avons la possibilité de jouer un rôle moteur dans le lancement de campagnes d'information et de mobilisation sur les questions d'éducation. Chaque fois qu'une question essentielle se pose, nous devons nous efforcer de convoquer des réunions unitaires avec les autres forces pour leur proposer d'agir. Si nous sommes seuls à vouloir avancer, il ne faut pas hésiter à le faire seuls même si dans ce cas nous devons adapter nos objectifs en conséquence et garder le souci de tenter d'entraîner les autres forces dès que l'occasion s'en présente.

Pour donner un exemple, actuellement, les mesures avancées par le rapport de la Commission Université-Emploi sont d'une gravité sans précédent. Sélection déguisée à l'entrée de l'université, sélection tout court à l'entrée du Master, professionnalisation à tous les étages et développement de l'alternance, gestion entreprenariale des facs… Et pourtant, la direction de l'UNEF, le PC, SUD ne veulent pas (pour l'instant…) mener une campagne centrale sur ce sujet. Nous devons inviter toutes les forces de gauche dans la jeunesse nationalement et localement à des réunions unitaires en y proposant de mener une large campagne d'information sur cette question qui mérite largement une grève nationale des facs et des lycées. Il est cependant peu probable que beaucoup de monde veuille mener cette campagne avec nous, vu le consensus qui existe à gauche sur la question de la professionnalisation. Si nous sommes seuls à vouloir mener campagne, il fau-

dra tout de même faire le travail d'information nous-mêmes, mais sans avoir l'illusion que nous pourrons déclencher une grève nationale en période électorale à nous tous seuls… Cependant, ce travail d'information et d'analyse (tracts, brochure d'analyse du rapport, réunions publiques…) ne constituera pas seulement un témoignage. Il servira à constituer un milieu autour de nous qui sera prêt à réagir au moment de l'annonce de la loi ou au pire d'une des étapes de la mise en œuvre du projet.

3.2 Là où nous devons certainement le plus progresser, c'est dans notre capacité à développer un contre-projet à l'éducation telle que la veulent les patrons. Que serait l'école dans une société où les travailleurs auraient pris le pouvoir ? Quelles revendications avancer aujourd'hui pour remettre en cause l'école capitaliste, pour une école démocratique et émancipatrice ? Comment ne pas se contenter de rejeter les attaques ? Nous avons de réelles difficultés sur ce terrain. Par exemple, sur la question de la professionnalisation, nous devons expliquer que nous sommes pour que l'éducation ne soit pas uniquement préparation à un métier, mais également une formation à l'esprit critique. Mais il faut faire des propositions pour aller dans ce sens, et en même temps faire également des propositions pour une meilleure insertion professionnelle, pour un autre lien entre la formation et le monde du travail qu'un asservissement de l'école au marché, qui passerait par exemple par des cours donnés sur le droit du travail, ou des cours donnés par des syndicalistes sur les luttes sociales… il faudrait également en finir avec la division entre grandes écoles, université et enseignement professionnel/technique, qui reproduit les inégalités… Ce ne sont que des pistes mais nous devons approfondir sur ce terrain.

Quelques remarques pour conclure.

1- Le rapport de la commission université-emploi fixe les grands objectifs de la classe dirigeante en matière d'éducation pour les semaines et les mois à venir, notamment dans l'enseignement supérieur. La lutte contre ces mesures doit constituer une priorité militante de l'organisation.

2- Élaborer une vision politique d'ensemble de la stratégie de la bourgeoisie et construire notre propre contre-projet est fondamental et nous avons beaucoup à faire dans ce domaine.

3- Les universités sont nos principales bases arrière en matière de construction, mais nous devons réfléchir à comment avoir une politique volontariste de construction dans les lycées et chez les jeunes travailleurs en s'appuyant sur ces bases arrières. Mais c'est déjà un autre sujet…

Mathilde (Nanterre), Xavier (Nanterre)

[Une nouvelle donne dans la jeunesse

La période actuelle est marquée par, d'une part, la crise prolongée du capitalisme qui a conduit la classe dirigeante à se lancer dans un nouvelle politique impérialiste (néolibéralisme économique, guerre et ordre moral réactionnaire et sécuritaire), qui suscite des résistances de masse (altermondialiste, anti-guerre, antilibérale, de l'Amérique latine à l'Europe en passant par le Moyen-Orient…). D'autre part, les directions réformistes traditionnelles (social-démocrate et stalinienne) ont perdu leur hégémonie sur un mouvement ouvrier lui-même en pleine recomposition. Cela ouvre des perspectives pour les révolutionnaires mais comporte aussi de nouvelles responsabilités et de réelles difficultés. Ceci est vrai pour le mouvement ouvrier en général, et pour ses différents secteurs en particulier, notamment sa jeunesse. La nouvelle génération qui a fait ses armes ces dernières années dans tous les grands mouvements est caractérisée par un certain niveau de radicalité et de généralisation politique, mais qui n'est pas sans contradictions et avec a contrario un très faible niveau d'organisation. L'enjeu pour nous est de pouvoir répondre à ce décalage, d'être capable de proposer des perspectives politiques et des modes d'organisation à cette nouvelle génération, dans le cadre d'une course de vitesse, non seulement avec les courants réformistes mais aussi avec la droite.

1. Moments clés

Deux événements en particulier ont marqué la jeunesse au cours de la dernière période : la révolte des banlieues d'octobre-novembre 2005 et le mouvement anti CPE du printemps 2006. Ces deux mouvements sont fondamentalement liés entre eux, au-delà de la simple relation de cause à effet. Les racines de la colère et de la révolte étaient les mêmes : de l'automne au printemps, la jeunesse, de banlieues et d'ailleurs, s'est révoltée contre la fatalité et le mépris, refusant l'existence et l'avenir de merde qu'on tente de lui imposer.

· Les révoltes des banlieues d'octobre-novembre 2005 ont été, de l'avis de tous, l'expression d'une crise structurelle, de cette guerre de classe dont les cités de banlieues sont les premières cibles et victimes : précarité, chômage, discriminations sociales et culturelles, ségrégation, etc. Après des années et des années à s'en prendre plein la gueule, en novembre 2005, la jeunesse des quartiers a finalement explosé en exprimant le ras-le-bol général. Mais ce mouvement de révolte et de résistance est aussi un cri d'alarme lancé à toute la société, et notamment à la gauche. Il lui faut de toute urgence faire face à ce lourd héritage colonial qui constitue le terreau fertile du racisme post-colonial de la société française d'aujourd'hui. Ce « plafond de verre » invisible mais bien réel, toute la gauche doit y faire face et entreprendre de le briser pour tenter de comble le gouffre de paternalisme et de méfiance qui s'est creusé entre elle, la gauche, blanche, 'progressiste' et pleine de bonnes intentions, et la ma-

jorité des opprimés de ce pays, Noirs, Arabes, Français-e-s, Africain-e-s, sans papier-è-s, Musulman-e-s, 'Indigènes', croyant-e-s ou non. Car le racisme est aujourd'hui le principal point d'attaque idéologique de la classe dirigeante, son meilleur coup gagnant, car c'est aussi la plus grande faiblesse du mouvement ouvrier. C'est là que le bat blesse et fait le plus mal. Il faut sérieusement s'atteler à reconstruire ce front spécifique car le retard est grand et chaque bataille perdue (et nous en avons déjà perdu un certain nombre…) ou non menée nous divise et nous affaiblit un peu plus chaque jour. Dans cette situation, la jeunesse a un rôle particulier à jouer car elle peut plus facilement faire le lien, être un lien au sein du mouvement ouvrier, entre ses différentes composantes.

· Dans le mouvement anti-CPE, les étudiants ont joué un rôle crucial en entraînant l'ensemble de la jeunesse, et des salariés dans une confrontation de masse contre le gouvernement qui s'est soldée par la première véritable victoire de notre camp social depuis au moins 1995. Ce mouvement a réussi à faire la 'synthèse' des mouvements précédant, dont il a poussé les caractéristiques le plus loin.

- Unité et massivité du mouvement. La force du mouvement étudiant alliée à l'intransigeance de Villepin a permis de gagner l'unité syndicale et politique, dans la jeunesse comme dans l'ensemble du mouvement ouvrier, situation inédite depuis 2003 qui a été un élément essentiel de la mobilisation et de la victoire. C'est pourquoi, au sortir du mouvement, ce sont bien toutes les composantes de cet arc de force, qui se sont trouvées renforcées politiquement à l'échelle de masse. Et cette unité ne s'est pas faite spontanément : il a fallu la construire et se battre pour la maintenir et la renforcer à chaque étape.

- Auto-organisation. La coordination nationale étudiante a réussi à s'imposer comme la voix légitime du mouvement notamment auprès des directions syndicales. Mais cette auto-organisation, tout comme l'unité, a été un combat à chaque étape, du local au national. Aussi bien contre les courants réformistes comme ceux qui dominent la direction de l'Unef et qui ont sans cesse tenté d'hégemoniser et de limiter le mouvement ; que contre certains courants autonomistes ou libertaires qui défendaient des positions anti-structuration.

- Politisation. Le mouvement a très tôt pris un caractère radical et très politique. La radicalité (notamment dans les modes d'action de grèves, blocages, etc.) s'appuyait notamment les leçons tirées des précédents mouvements, qui ont convaincu de la nécessité de frapper très fort, très vite et très largement pour construire un véritable rapport de force. Dans les AG, les manifs, les nombreuses réunions organisées pendant le mouvement il y a eu un véritable bouillonnement d'idées et débats sur des sujets allant de la loi d'égalité des chances à la question des alternatives au système. Mais en même temps qu'un niveau de généralisation élevé, la conscience était loin d'être homogène. Au sein du noyau « militant » du mouvement, c'est-à-dire les quelques milliers d'étudiant-e-s construisant et organisant au quotidien la lutte sur leurs facs, les révolutionnaires n'ont représenté qu'une très petite minorité. Et ce noyau lui-même n'a été qu'une partie, certes centrale, mais rien qu'une petite partie comparée aux centaines de milliers jeunes qui se sont mobilisés à un moment ou à un autre.

Tirer les leçons de ces deux mouvements c'est être capable d'allier dans notre stratégie unité et clarté. Unité la plus large pour gagner tout simplement, et qui n'est pas gagnée d'avance. Clarté la plus grande car, malgré la radicalité, la conscience reste contradictoire et hétérogène, et certaines radicalisations « spontanées » peuvent mener à des impasses stratégiques graves et dangereuses pour le mouvement. La donnée politique nouvelle de la période c'est que les révolutionnaires ont aujourd'hui l'opportunité de jouer un rôle important dans les dynamiques à l'œuvre. Notre stratégie doit ainsi tenir compte de cette double problématique qui est que désormais si la direction est plus facile à prendre, l'organisation est plus difficile à construire.

2. Divergences stratégiques

Il existe aujourd'hui au sein de notre organisation un relatif accord général sur l'analyse de la période et de ses enjeux. Par contre nous ne tirons pas tous les mêmes conclusions stratégiques et en termes d'orientations politiques. Deux perspectives stratégiques divergentes existent aujourd'hui. La première, majoritaire (selon les rapports de forces internes issus du précédant congrès), envisage comme réponse politique la construction d'une alternative anticapitaliste (comme ligne de clivage) autour des seuls révolutionnaires. La seconde inscrit plutôt l'alternative en opposition au libéralisme et au social libéralisme, dans le cadre de recompositions à l'œuvre à gauche, avec la perspective d'un regroupement politique large, unitaire et aussi radical que possible, et dans lequel les révolutionnaires sont une composante influente à vocation majoritaire. Ces deux perspectives se traduisent de différentes manières dans la jeunesse. Ainsi la stratégie de regroupement dans la jeunesse signifie la construction d'un front unique social et politique, c'est-à-dire dans les luttes comme dans les élections et les institutions.

i) Dans la construction des luttes, il s'agit de rechercher et de construire en permanence une base d'accord unitaire la plus large et claire politiquement que possible. C'est là un élément de tactique sur lequel il y a normalement accord au sein de l'organisation. Rappelons que la défense de l'unité dans la stratégie du regroupement ne signifie pas faire l'unité sur n'importe quoi ni à n'importe quel prix. Et ce n'est pas une tactique « utilitariste », à seul fin de se construire soi. Notre camp social a besoin de victoires et les révolutionnaires, aussi justes soient leurs idées, ne peuvent ni construire les luttes ni les faire gagner tous seuls. Actuellement les axes des campagnes à mener tournent autour des questions de présélection (préparée par le rapport Goulard), « autonomie » et mise en concurrence (prônée par le candidat Sarkozy), formes que prend l'offensive néolibérale sur l'éducation. Nous devons construire tous les outils qui permettent de contre-attaquer dans l'unité. Sur nos facs cela signifie construire des syndicats étudiants qui soient larges, politiques et combatifs ; et pousser à la convergence intersyndicale de manière systématique. Plus généralement notre politique syndicale commune doit se baser sur la

perspective de refondation syndicale, qui unifie des forces aujourd'hui émiettées tout en reconstruisant un véritable projet syndical d'ampleur (nouvelle charte du syndicalisme étudiant). Mais comme les syndicats sont loin d'organiser tous les étudiant-e-s, nous devons aussi construire des cadres unitaires rassemblant organisations syndicales, politiques, associatives, et individus, et qui mobilisent sur les questions plus générales auxquelles la jeunesse est particulièrement sensible : l'antimilitariste (avec l'enjeu de relancer des collectifs anti-guerres comme ACG mais surtout de construire des cadres plus larges et permanents), la solidarité Nord-Sud en matière d'immigration par exemple, ou la lutte antiautoritaire comme sur la répression. Mais c'est sur le front (à reconstruire) de l'antiracisme postcolonial qu'une attention particulière et prioritaire doit être portée. C'est certainement là où il y a le plus de retard, le plus de travail et dans la jeunesse le plus grand potentiel. Il s'agit d'allier la construction et le soutien actif et inconditionnel aux mouvements autonomes qui se développent aujourd'hui (les Indigènes, Aclefeu, Devoir de mémoire, etc.) à l'apport critique de notre tradition politique sur les questions d'émancipation. Les JCR ont su au cours des dernières années développer une orientation assez conséquente sur cette question, qui nous donne des bases pour la suite. Il s'agit de le mettre vraiment en pratique.

ii) Au niveau politique une bonne partie du débat va être placé cette année sous le terrain électoral. C'est une dimension de la lutte politique que nous ne devons pas mépriser ou sous-estimer de manière gauchiste. Les élections sont un moment où des millions de gens, et de jeunes notamment, se pensent un tant soit peu comme acteurs politiques et non plus seulement comme spectateurs. Dans le contexte actuel elles servent de plus en plus à sanctionner les politiques néolibérales des différents gouvernements. Notre politique électorale se base ainsi sur la volonté de traduire dans les urnes les exigences et les espoirs portés par les mouvements sociaux de ces dernières années. Mais cette politique s'inscrit dans une stratégie à plus long terme : faire franchir aux mouvements un saut qualitatif, qui transforme la résistance en reconquête. Nous avons l'ambition de déboucher l'horizon politique, de rendre crédible à l'échelle de masse le projet d'un « autre monde possible ». Pour cela il faut une nouvelle force, qui organise massivement la jeunesse et les travailleurs, pour mener ce combat. Depuis la victoire du Non de gauche au référendum sur le TCE, il existe à gauche du Parti socialiste une dynamique unitaire qui se veut en rupture avec le libéralisme, de droite comme de gauche. C'est là que se trouvent, dans la perspective du regroupement, les germes de l'alternative. Dans le cadre de ce processus, les élections sont une étape qui peut nous servir de point d'appui pour avancer concrètement vers ce nouveau parti. C'est pourquoi lors de sa conférence nationale en juin dernier la LCR a décidé de mener pleinement la bataille pour lever les obstacles aux candidatures unitaires antilibérales-anticapitalistes, tout en lançant la candidature de son porte-parole afin d'appuyer le processus et d'assurer en même temps notre présence dans le débat. Si dans la jeunesse la dynamique unitaire n'a pas existé de la même manière qu'ailleurs lors de la campagne référendaire, nous avons connu un ensemble de mouvements (et une victoire) qui posaient en filigrane la question de l'alternative au libéralisme. Nous ne partons donc pas de rien : à nous d'initier une dynamique qui permettra de faire avancer significativement la campagne unitaire dans la jeunesse. Nous devons pour cela impulser la construction sur nos facs et nos quartiers de collectifs locaux en faisant appel aux autres forces de jeunesse politiques et syndicales (JC, UEC, libertaires, jeunes Verts, gauche du PS) susceptibles de se reconnaître dans cette démarche, et faire de cette perspective générale l'axe de notre politique électorale.

Organiser la jeunesse au niveau social et politique passe par la convergence de ses différents secteurs en lutte. Cette convergence signifie à un moment donné la rencontre à une échelle large des différents acteurs des mouvements qui puissent échanger et élaborer des perspectives d'actions et des projets alternatifs. L'idée d'une initiative nationale de type Assises ou Etats-généraux de la jeunesse, qui émergé pendant le mouvement anti-CPE renvoie à ce besoin d'unité large et de débat de toute la jeunesse, à la conscience de la nécessité et à la confiance dans son potentiel. Nous devons être porteurs et constructeurs de ce projet. Les Etats-généraux de la jeunesse, lancés en juin dernier par les structures syndicales de l'Éducation nationale (FSU, CGT, Solidaires, dont SUD Étudiant, et Unef), constituent, malgré les limites manifestes du cadre tel qu'il existe pour le moment, une occasion inédite pour avancer dans cette perspective. Nous devons nous emparer de cette initiative : construire localement des forums locaux qui puissent, tout en s'appuyant sur les structures syndicales, les dépasser et parvenir à regrouper l'ensemble des forces, individuelles et collectives, qui se mobilisent et construisent dans la jeunesse aujourd'hui.

3. Construire l'organisation

Les deux stratégies que se posent à nous aujourd'hui ordonnent aussi bien notre orientation et notre profil politique dans les mouvements que notre organisation interne. Pour pouvoir prendre la mesure des choix organisationnels que nous avons à faire, nous devons tirer les bilans de notre intervention, et notamment depuis le dernier congrès. Nous avons connu un certain nombre de mouvements depuis 2004 : lycéens, TCE, banlieues, CPE, parmi les plus significatifs. Notre intervention est loin d'avoir été égale et homogène dans ces différents mouvements et des bilans plus complets restent à tirer. Je ne développerais ici que quelques éléments de débats.

- Le bilan le plus positif est sans aucun doute celui du mouvement anti-CPE. Nous y avons été à l'initiative dès le début, que ce soit en termes de mobilisation (dès janvier travail au niveau syndical notamment) que de construction (des assemblées générales, coordination nationale). C'est notamment grâce à l'expérience acquise lors du mouvement étudiant de 2003, et des leçons politiques que nous avions su en tirer, que nous avons su nous positionner dès le départ l'offensive et à l'initiative. C'est ce qui nous a permis de pouvoir lui donner

une direction, à égalité avec les courants réformistes, que nous avons largement débordés sur leur gauche. L'organisation, malgré de sérieuses faiblesses internes parfois, a su se montrer utile au mouvement, et y a joué un rôle de premier plan. Pour autant nous n'avons pas su, il me semble, construire un réel profil politique au sein du mouvement ; et au sein de l'organisation nos faiblesses organisationnelles et politiques ont sérieusement handicapé le débat et l'efficacité internes. Au-delà des divergences d'appréciations que l'on a sur la question, il apparaît ainsi tout de même assez paradoxal qu'un des principaux résultats politiques du mouvement soit l'expulsion d'une partie de nos camarades syndicalistes parmi les principaux organisateurs de la lutte anti-CPE…

- Le mouvement lycéen de 2005 nous a confrontés à un problème majeur : celui de la faiblesse de notre implantation dans ce secteur. Nous étions objectivement 'en dehors' du mouvement lui-même. Nous avons plutôt bien suivi le mouvement, nos camarades lycéens étant directement impliqués dans les coordinations lycéennes par exemple. Notre profil politique était juste et notre présence visible. Mais nous n'avons pas réellement été capables de lui donner une direction significative, c'est-à-dire pouvoir influer qualitativement ou quantitativement sur son développement. Illustration de ce « décalage politique » : dans les manifestations (à Paris du moins) la majorité des camarades se sont systématiquement dans le service d'ordre retrouvés. Le 15 mars par exemple, après les graves incidents de la manif précédente, nous avons eu une réponse politique totalement inappropriée. Malgré une analyse politique plutôt bonne par rapport au débat autour des 'casseurs', nous sommes intervenus exactement à l'inverse en mettant l'essentiel de nos forces dans le service d'ordre. Nous avons ainsi été incapables de nous adresser aux lycéens sur cette question importante de l'unité du mouvement entre blancs, noirs et arabes. Au lieu de cela, la seule réponse politique a été celle d'assurer le service d'ordre. De tout cela reste ressort donc selon moi un bilan très mitigé, qui renvoie à une limite fondamentale de l'organisation, au-delà même des désaccords tactiques et stratégiques : son implantation marginale dans d'importants secteurs de la jeunesse.

- Sur la campagne référendaire par contre, l'échec de la mobilisation propre dans la jeunesse est dû à une absence de volonté politique de construire le mouvement. Alors que près de 60 % des jeunes ont finalement voté Non au référendum de 2005, notre apport politique à ce résultat a été quasi nul, à la différence de ce qui a su et pu être fait dans le reste du mouvement ouvrier par les forces de gauche, dont la LCR. Les arguments politiques qui ont pu être avancés pour justifier notre manque d'implication collective (mouvement lycéen à construire, peu d'intérêt dans la jeunesse pour les questions électorales, etc.) ne tiennent pas longtemps à la lumière des résultats obtenus partout ailleurs quand un vrai travail volontariste et unitaire a été entrepris. Nous avons manqué là une opportunité de participer à un large mouvement de conscientisation politique et idéologique dans la jeunesse.

- Sur la révolte des banlieues enfin, là encore nous avons été confrontés à une difficulté objective d'absence d'implantation dans ce secteur de la jeunesse. Nous n'avons joué, de près ou de loin, aucun rôle dans ce mouvement, ne rentrant en jeu que lorsque les cadres de mobilisation « classiques », autour de l'État d'urgence, nous ont permis de retrouver nos habitudes militantes. Là notre profil a pu être plus clair, bien que très abstrait. Un bilan de notre implication dans la lutte contre la répression des révoltés des banlieues reste d'ailleurs à faire. Mais cela renvoie là aussi à la réalité de la quasi-inexistence de contacts réels avec les acteurs de cette lutte. C'est notamment envers cette jeunesse qu'il existe un déficit de réponse politique de la part de la gauche en général et de l'extrême gauche également.

Les JCR ont aujourd'hui un acquis, un capital politique de premier ordre qui les place potentiellement en position de force dans la jeunesse organisée. Dans le mouvement anti-CPE nous avons ainsi su transformer ce potentiel en acte, du moins jusqu'à un certain point. Mais dans le même temps nous sommes limités par des conditions objectives et subjectives qui ne nous permettent pas de pleinement développer les possibilités de la période. Cela doit nous amener à réfléchir sur ce qui doit aujourd'hui changer dans notre politique en tant qu'organisation de jeunesse. Or nos difficultés et problèmes ne sont pas uniquement imputables à la seule politique de notre organisation en tant que JCR. Ils font parti d'un débat stratégique plus large dans notre courant politique, sur la période en général et la jeunesse en particulier. Sur ce point nous butons sur deux obstacles fondamentaux. D'une part la stratégie politique de la majorité de notre direction ne répond pas aux enjeux de la situation : une appréciation positive des développements de la période se dégage mais sans en tirer des conséquences concrètes en termes stratégiques (regroupement, nouvelle force). De l'autre l'absence d'une intervention cohérente et collective qui puisse permettre de faire des tests à une échelle suffisante. Les deux aspects sont bien sûr liés : l'éparpillement de notre intervention sur une surface marginale entretient les points aveugles d'une orientation sectaire. Il s'agit dans l'un et l'autre cas de questions à traiter ensemble, car les problèmes s'y posent en même temps. Mais il est également clair que tout n'avancera pas au même rythme. La question pour nous est de savoir comment agir à ces deux niveaux pour débloquer la situation. Dans cette situation, l'organisation d'une Conférence nationale jeune (votée très majoritairement au congrès national de la Ligue de janvier 2005) constituait une opportunité rare de pouvoir faire avancer les arguments politiques généraux et des propositions organisationnelles concrètes. Son report sine die est pour cela une grave erreur, à laquelle il faut remédier rapidement (voir contribution « Pour une orientation politique commune de notre courant dans la jeunesse »). Au vu du contexte, et encore plus avec le report de la CNJ, le congrès des JCR doit constituer une étape d'éclaircissement et d'approfondissement de ce débat. Ceci n'est pas contradictoire avec le fait de traiter des questions propres aux JCR, bien au contraire : aujourd'hui l'intervention et la construction des JCR ne peuvent plus se concevoir de manière exclusivement centrée sur les seuls JCR.

Nous pouvons commencer à faire avancer concrètement des éléments (politiques, il va sans dire) organisation-

nels qui permettent de faire des tests et tirer des bilans plus significatifs de notre intervention, tout en créant un (ou des) cadre(s) de débat sur cette question à l'échelle de tout notre courant. Nous devons débattre de la meilleure manière de faire évoluer l'organisation en s'appuyant sur l'expérience acquise, et en nous liant plus systématiquement aux autres types d'intervention de notre courant qui existent, ou doivent se mettre en place, dans la jeunesse. Il s'agit de faire évoluer notre fonctionnement interne vers une structuration moins lourde et hiérarchisée, plus ouverte et plus en phase avec la fluidité et l'hétérogénéité de notre milieu.

• Au niveau local cela doit transformer l'organisation même des cercles « classiques » : structuration moins formalisée et moins lourde, fonctionnement plus tourné vers l'extérieur avec le développement de réunions ouvertes, etc.

• Au niveau central un renforcement de la Direction nationale, qui soit réellement l'expression politique des structures de base, est plus qu'urgent ; à l'image par exemple de la coordination nationale étudiante. C'est cela aussi apprendre du mouvement…

• Et dans le même temps, pouvoir élaborer, développer, approfondir collectivement notre orientation politique : en renforçant la formation par des stages réguliers dont les topos doivent être systématiquement retranscrits, et diffusés, notamment sur notre site.

• Nous devons réinventer nos outils et modes de communications pour les rendre plus innovants et accessibles : développer une véritable production de brochures peu chères et faciles à lire, sur de sujets de base du marxisme comme sur des thèmes allant du Rap, aux questions de sexualité. Ca veut dire aussi concrètement la transformation radicale de notre journal dans le fond et la forme, pour en faire la référence politique de toute la nouvelle génération. Le développement de campagnes d'affichages systématiques et régulières ; l'amélioration de l'outil internet avec un site interactif et toute une série de 'produits' politiques (t-shirts, autocollants, etc.) identifiant une appartenance politique revendicative…

• Mais nous devons aussi réfléchir à développer plus d'initiatives locales et nationales de type 'festives', culturelles, sportives, etc. Cela signifie par exemple organiser de manière plus sérieuse un rendez-vous national de type « 3 jours pour changer le monde ».

Bref avoir l'ambition de travailler à faire de notre organisation LA référence politique de la nouvelle génération, au sein d'une dynamique plus large d'organisation et de mobilisation de toute la jeunesse…

Mais notre politique en tant que JCR doit aussi désormais s'inscrire plus concrètement en articulation avec l'ensemble de notre courant politique. Et c'est d'abord avec les secteurs jeunes de la LCR que nous devons travailler à construire ensemble les mouvements dans la jeunesse. Nous devons penser notre intervention plus systématiquement en lien avec ces structures, ni dans des rapports de 'concurrence', ni en termes de subordination, mais comme un travail collectif et commun. Il n'existe pas aujourd'hui de cadre commun de débat et d'élaboration pour avancer dans ce sens. C'est pourquoi, il est nécessaire urgent et nécessaire que la conférence nationale jeune se tienne enfin. En attendant nous devons participer de manière constructive aux travaux de la commission jeune de la Direction nationale de la LCR, qui devra se donner tous les moyens d'œuvrer à une véritable élaboration politique collective de notre courant dans la jeunesse. Enfin les JCR doivent, du national au local, construire leur intervention de manière plus coordonnée avec la LCR dans son ensemble. Nous devons développer l' « interpro » au sein de l'organisation c'est-à-dire des liens plus fréquents et systématiques entre les cercles JCR et les cellules LCR du même endroit, avec des AG et interfédés communes (sur le modèle secteurs jeunes/section de ville) ; mais aussi entre les différents secteurs d'intervention par exemple entre les camarades LCR qui sont profs ou personnels de l'éducation et les étudiants et lycéens JCR, secteurs jeunes ou LCR avec des rendez-vous réguliers pour faire le point sur ces milieux. Cela permettra notamment à ce que les « jeunes » membres de la LCR non organisés en cercle JCR ou en secteur jeune puisse avoir l'occasion de débattre d'interventions sur leur milieu spécifique.

Ces mesures ne peuvent prétendre à « régler » une bonne fois pour toutes les divergences de stratégies et d'orientations qui sont à la base, fondamentalement, de nos difficultés internes. Mais on ne peut pas non plus « attendre » d'être enfin tou-te-s d'accord pour envisager d'avancer et de construire ensemble. C'est un cercle vicieux qu'il faut rompre car au final quand on n'avance pas, on recule… Il s'agit de créer un cadre de débat et d'action collectif, grâce auquel nous serons capables de poser ensemble analyses, bilans et perspectives, et en même temps, à un moment donné, après s'être mis d'accord sur la méthode et les démarches, de pouvoir faire un certain nombre de tests en commun, qui seront en définitive les meilleurs arguments politiques pour pouvoir se convaincre ensuite.

Danièle (JCR Sorbonne),
28 octobre 2006.

Sur le texte « Situation politique et stratégie révolutionnaire »

La peur-panique des contradictions de la situation

Les camarades issus de Speb surestiment depuis longtemps la situation politique. Mais, en y regardant de plus près, nous pouvons être d'accord sur les points positifs de la situation : le mouvement sur le CPE a représenté une grande avancée, un saut dans la conscience, a permis une politisation des milliers de jeunes. La victoire sur le référendum à la constitution a montré que, dans certaines situations, les travailleurs et la jeunesse pouvaient rompre avec les discours dominants. Tout cela est vrai, et il y a plus : le mouvement des banlieues, le mouvement lycéen, le mouvement contre la guerre constituent aussi des points positifs.

Mais il semble que les camarades essaient d'écrire le plus petit possible les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, comme si cela allait les faire disparaître. Dans la troisième colonne, la « faiblesse d'accumulation » est expliquée par la « réalité numérique [...] faible » des organisations de masse et que les directions politiques sont « faibles en termes d'organisation ». Et la conclusion arrive dans la première colonne page 17 : il faut « chercher à favoriser [le recrutement dans les organisations de masse] » et favoriser l'unité. Conclusion : les organisations sont faibles parce qu'elles sont faibles et dispersées, il faut donc les construire et les unifier.

Certes, mais si on ne prend pas un peu plus de recul, on risque de ne pas voir grand-chose. Si les jeunes ne s'organisent pas massivement, c'est peut-être que leur niveau de conscience n'est pas si élevé qu'on l'espère, que la conscience de la nécessité de défendre ses intérêts collectifs n'est pas développée. Si les organisations révolutionnaires ne se construisent pas massivement même si elles sont un bon écho, c'est peut-être parce qu'elles ont des propositions concrètes qui répondent à la situation (et sont les seules à mettre en avant ce type de propositions), mais que les jeunes ne sont pas prêts à s'organiser dans des organisations révolutionnaires parce qu'ils n'ont pas la conscience de la nécessité de la révolution.

Tout cela est triste mais nous devons le regarder en face, pour en tirer trois conclusions :

- De nouvelles expériences de lutte seront nécessaires pour que la conscience se développe.

- Il n'y a pas de raccourcis possibles, par le biais d'une organisation antilibérale qui permettrait de combler le fossé entre les masses et les révolutionnaires. Ce fossé, c'est plutôt le fossé entre les réformistes et les révolutionnaires, que les masses n'ont pas encore choisi de franchir dans le bon sens. Une organisation antilibérale, loin d'effacer le problème de la conscience de la nécessité de s'organiser et du clivage réforme/révolution, permettrait peut-être plus de redorer le blason des réformistes à peu de frais.

- Notre intervention est décisive, nous ne sommes pas là pour attendre. Dans les prochaines expériences de lutte, militer sérieusement dans le syndicat majoritaire permettra de discuter avec le plus de jeunes et de proposer au plus de jeunes de s'organiser. D'un autre côté, au moment des prochaines expériences, avoir une apparition politique offensive nous permettra de convaincre largement de nos idées.

Mais il n'y a pas de raccourcis, surtout lorsque la mobilisation a connu un reflux. Il faut maintenant intervenir au mieux dans la situation, défendre nos idées à une échelle de masse, comme le permet la campagne électorale, et préparer les prochaines luttes de masse.

Une myopie quand aux batailles à mener

Cette myopie est révélée par trois questions abordées dans le texte : le syndicalisme, la place de la rupture avec le social-libéralisme et le rôle des révolutionnaires. Cette erreur vient d'erreurs d'analyse sur la question de la bureaucratie. Les camarades raisonnent trop souvent comme s'il était possible de convaincre les bureaucrates et sous-estiment leurs capacités à encadrer les jeunes. Ainsi, dans le travail de masse, dans le II° A), on ne trouve pas de mots pour expliquer comment nous devons convaincre sur le fond les militants de base. Effectivement, la conscience évolue essentiellement pendant les mobilisations, mais elle évolue parce que pendant cette période et au préalable, des idées sont défendues, des batailles sont menées. Concrètement, cela veut dire combattre la bureaucratie politiquement, pas attendre qu'elle change d'avis par la seule force du mouvement. Pendant le mouvement, nous avons tenté de convaincre non seulement sur la LEC et le CNE, mais nous avons aussi discuté dans les AG du LMD, de l'amnistie des émeutiers, de la grève générale, de la démission du gouvernement, etc. Et cela nécessitait des batailles politiques importantes dans les AG, les coordinations, etc.

Les camarades sous-estiment aussi les capacités d'encadrement des bureaucrates. Croire que le seul développement du mouvement permettra que les masses débordent les directions bureaucratiques, c'est mal connaître leur fonctionnement. Qu'il soit possible de les déborder en période de mobilisation, c'est certain. Mais le problème auquel nous sommes confrontés est plus délicat : il s'agit de contester les directions réformistes en dehors des périodes de mobilisation. Dans ces périodes, les directions sont au meilleur de leur forme : l'appui (y compris financier) sur l'appareil d'État, les permanents, la démagogie, les promesses non tenues, les illusions institutionnelles marchent à plein. C'est notre tâche de contester leur hégémonie, de leur disputer la direction mais les déborder vraiment n'est possible (en l'état actuel des rapports de forces) qu'en période de mobilisation.

Sur le syndicalisme, les camarades

ne comprennent pas réellement que l'exclusion de l'UNEF des 40 camarades est la responsabilité pleine et entière des bureaucrates : elle est la conséquence de la bataille que nous avons menée pendant le mouvement lycéen, le congrès et le mouvement étudiant, en aucun cas le résultat de l'altercation du 1er Mai. Fallait-il mener ces batailles au risque d'être exclus ? Bien sûr que oui, même s'il aurait été bien évidemment plus favorable d'être capable de l'éviter. Mais, pour cela, il aurait fallu que tous les camarades soutiennent les exclus sans tergiverser.

Pour les camarades, « l'accumulation se fait aujourd'hui sur la base de la rupture avec le social-libéralisme », en invoquant une situation décrite par Trotsky dans les années 30 aux États-Unis. Mais la situation est tout à fait différente en France en 2006 ! Les clivages fondamentaux ne s'opèrent pas directement autour du clivage réforme/révolution, mais… indirectement. En effet, les luttes de ces dernières années (mouvement lycéen, mouvement sur le CPE, mouvement des banlieues, bataille sur la constitution…) ont opposé, AU SEIN DU MOUVEMENT, les réformistes et les révolutionnaires avec, autour, des jeunes non organisés qui choisissaient un camp sur des critères concrets. Ce qui trompe les camarades, c'est que le clivage qu'on a observé pendant le référendum sur la Constitution entre les réformistes du « oui » et les réformistes du « non » ne se retrouve pas automatiquement dans les luttes.

Lorsque les sociaux-libéraux interviennent dans les luttes, il n'y a pas particulièrement d'alliance entre les révolutionnaires et les antilibéraux contre les sociaux-libéraux, il y a une bataille entre révolutionnaires et réformistes (sur une réaction réelle dans le mouvement des banlieues, sur la grève générale dans le mouvement anti-CPE…), avec parfois des alliances ponctuelles entre courants (accord avec la direction Nouvelle Gauche de l'UNL contre les drayistes de la FIDL pendant le mouvement lycéen mais avec les drayistes contre NG sur une manif nationale à Paris pendant le mouvement contre le CPE…). Dans le mouvement, le clivage est donc bien, indirectement, c'est-à-dire à partir de questions concrètes, entre réformistes et révolutionnaires.

Pour les camarades, il faut « que les idées révolutionnaires soient un outil pour la construction des mouvements ». Cela est vrai, mais c'est aussi plus que ça. Fondamentalement, les idées révolutionnaires permettent de développer une stratégie de lutte d'ensemble contre le capitalisme. Ainsi, notre intervention dans les mouvements et subordonnée à notre objectif révolutionnaire : dans une lutte corporatiste, nous essayons d'élargir la vision non seulement parce que cela permet de gagner, mais aussi et surtout parce que cela va dans le sens de notre objectif stratégique. Nous ne sommes donc pas là seulement pour distiller des idées, proposer des méthodes de lutte ponctuelle, nous sommes là pour convaincre d'une stratégie d'ensemble.

L'absence d'orientation sur la question de la construction de l'organisation dans le texte des camarades est directement liée aux problèmes soulevés : Si l'on croit que ce sont les idées que l'on distille lutte après lutte qui font avancer les choses, si l'on croit que les masses vont spontanément, dans les mobilisations, déborder les directions, si l'on croit que le clivage réforme-révolution n'a pas une importance décisive dans l'immédiat, quel est l'intérêt d'élaborer sur la construction d'une organisation avec des camarades formés, des interventions régulières, une organisation intervenant sur l'ensemble des questions (pas seulement sur la lutte en cours) ?

Antoine (Jussieu)

Texte voté en congrès local à Toulouse le 15 octobre

Bilan activité

1/ 2004-2006

La situation des JCR-Toulouse à la sortie du dernier congrès était critique. Malgré 14 votants, nos forces réelles se comptaient sur les doigts d'une main. La section comprenait des jeunes militant-e-s, notamment sur la fac de Rangueil.

Une formation « grand sud » s'est déroulée à Toulouse en décembre 2004 (quelques camarades de Bordeaux et de Montpellier, une vingtaine de Toulouse)… L'activité sur les facs était totalement déstructurée (pas de cercles) et l'activité sur les lycées embryonnaire (quelques tractages à partir de la rentrée 2004 sur le rapport Thélot). Tout était alors à reconstruire…

Le bilan de cette période est plutôt négatif puisque nous n'avons pas réussi à former les camarades qui ont pour la plupart arrêté de militer. Cependant, l'orientation prise localement de se porter sur les luttes sociales sur les facs et les lycées s'est révélée être la bonne (Loi Fillon, CPE). Le mouvement sur la loi Fillon au début de l'année 2005 a donc été abordé par l'organisation avec des forces très restreintes.

2/ 2005-2006 : Une période de mobilisations massives dans la jeunesse

- Loi Fillon (cf. motion lycées)

Le mouvement contre la loi Fillon a été pour les JCR l'occasion de mettre un pied dans les lycées. À la rentrée de septembre, nous avons pris la décision de faire du travail en direction des lycéen-e-s une priorité pour l'organisation. Sur le terrain cette décision s'est traduite par une campagne d'agitation durant laquelle nous avons présenté les projets gouvernementaux contenus dans le rapport Thélot. Cette campagne, qui dans un premier temps n'a pas été à la hauteur de notre investissement (échec de la réunion de présentation des réformes) nous a permis d'acquérir dans les lycées une audience importante et une certaine légitimité.

Cette légitimité a été un atout important au début du mouvement, car nous n'avions toujours pas de camarade dans les lycées mais nous avons pu grâce à elle participer de plein droit aux premières réunions de coordination.

Dans ces réunions, nous avons apporté le soutien logistique de la LCR pour tirer les tracts et les amener sur les lieux de distribution. Ce soutien qui nous a demandé beaucoup d'énergie a été décisif et nous a permis de tisser des liens avec les militant-e-s du mouvement. Ce rapport de confiance établi nous avons pu prendre pleinement part aux discussions sur les orientations de la mobilisation.

Après le retrait du projet de casser le cadre national du BAC en mettant en place le contrôle continue, la principale difficulté a été de continuer la mobilisation à la reprise des vacances. À la coordination des Lycées Toulousains (CLT) nous avons défendu l'idée qu'il fallait toujours construire le mouvement le plus large possible en continuant à appeler à des manifestations de masses tout en encourageant les occupations de lycées.

En même temps que nous effectuions le travail dans la CLT nous avons poussé pour mobiliser les Facs. Pour cela dans les syndicats nous avons essayé de mettre en évidence les liens qui existaient entre le projet de loi Fillon et les réformes universitaires menées dans le cadre fixé par les accords européens de Bologne. Le blocage des facs effectué de façon volontariste a amené à la convergence entre le mouvement lycéen et le mouvement étudiant. Convergence qui a donné un nouveau souffle à la mobilisation.

À côté de ce travail pour construire la mobilisation nous avons essayé de garder une apparition JCR. Pour cela nous avons pu nous appuyer sur le matériel national (tracts, autocollants, affiches…) qui a été élaboré tout au long de la mobilisation. L'utilisation de ce matériel et les contacts quotidiens avec les camarades des autres sections ont été essentiels pour élaborer et coordonné l'intervention de notre courant au niveau national. L'auto organisation et sa défense ont été au cœur de notre démarche que ce soit au niveau local avec la CLT ou au niveau national avec la coordination nationale. Plus qu'un principe, l'auto organisation est pour nous le meilleur moyen pour mener une lutte efficace car les personnes mobilisées sont prêtes à aller plus loin quand elles sont maîtresses de leurs décisions. Politiquement nous avons essayé d'élargir la discussion au-delà de la loi Fillon en faisant le lien entre cette réforme et les politiques menés par le gouvernement et la bourgeoisie en général. Cet élargissement a été facilité par le haut niveau de conscience des lycéen-e-s mobilisé-e-s. Les discussions que nous avons pu avoir et les tracts rédigés par les comités de lutte lycéens nous ont montré que de nombreux jeunes rejettent le libéralisme. La limite c'est que les illusions réformistes continuent de faire des dégâts car si notre critique du système a été entendu l'idée d'en changer radicalement reste plus marginale.

Ce bilan positif doit cependant être un peu nuancé. Nous avons pu constater certaines limites à notre intervention. Limites politiques évoquées au-dessus et limites organisationnelles, la faiblesse numérique de nos effectifs militants ne permet pas d'exploiter au maximum le poids politique que nous pouvons avoir dans ce genre de mobilisation. Nous n'avons pas pu intervenir sur l'ensemble des lycées toulousains et il a été difficile de mener la mobilisation sur les facs et la mobilisation lycéennes en même temps. Autre petite faiblesse, nous n'avons pas réussi à structurer la mobilisation au niveau régional en poussant à la création d'une coordination entre les lycées de la région. C'est dommage car cela aurait permis de briser l'isolement géographique et médiatique de certains lycées (Tarbes ou Millau…). Autre limite, mais plus importante celle-là, c'est l'échec de la tentative de lancer le mouvement chez les enseignants. Même si les liens avec les militant-e-s de la LCR dans ce secteur ont été très forts puisque nous avons rendu compte de manière régulière de l'évolution de la mobilisation et que nous avons fait des réunions communes.

L'expérience acquise durant ce mouvement est un des points essentiels à retenir. C'est grâce à elle que nous avons pu être efficaces dès le début du mouvement contre le CPE. Nous nous sommes servis des contacts et des réseaux construits durant la grève lycéenne. Le fait que nous ayons continué à faire vivre, avec d'autres, la CLT à la rentrée, en menant la campagne contre la répression nous a permis de consolider nos positions dans les lycées. Parce que même si d'un point de vue strictement organisationnel le nombre de lycéen-e-s qui ont rejoint les JCR à la fin du mouvement reste faible nous sommes aujourd'hui avec la FSE les deux forces militantes les plus reconnues sur les lycées.

- Lopri

Au printemps 2005, parallèlement au mouvement lycéen sur la loi Fillon, c'est développé sur les facs de Rangueil et du Mirail un mouvement de grève contre le projet de loi sur la LOPRI (Loi d'Orientation sur la Recherche et l'Innovation).

Nous avons été moteurs sur ce mouvement.

La grève s'accompagnait d'un blocage du campus. Les assemblées générales étaient relativement massives (jusqu'à 900 étudiants à Rangueil et 1 500 au Mirail).

Ce mouvement isolé sur le plan national, a été lancé prématurément. Cependant, les enjeux en termes de réforme de l'université étaient importants et la réponse n'a pas été à la hauteur, à l'époque.

Il est temps de relancer des campagnes sur les réformes universitaires et de mobiliser sur ces questions-là. Cette expérience accompagnée des mouvements sur le LMD (2002), la loi de modernisation (2003), nous a montré qu'il était possible de mobiliser largement sur des questions d'éducation dans les facs, il nous a aussi permis de créer des équipes militantes (notamment JCR) et d'expérimenter des modalités de grèves (blocages, actions…) qui nous ont servis lors du mouvement anti-CPE de l'année suivante.

- Mobilisation anti-CPE

On a connu en 2006 le plus gros mouvement dans la jeunesse depuis mai 68. Presque toutes les facs et des milliers de lycées en grève et bloqués, 2 fois 3 millions de personnes dans la rue… Au-delà de la victoire importante sur le CPE, ce mouvement a permis de redonner confiance massivement (après des années de défaites dans les mobilisations sociales), de radicaliser une partie importante de la jeunesse, et de poser des questions clefs pour les luttes à venir (grève, auto-organisation, unité, répression…). Il sera un point d'appui important pour les luttes dans les années à venir, et pose la question de la structuration d'une jeunesse qui acquiert de plus en plus d'expériences de luttes, y compris victorieuses.

En plus, Toulouse a été une ville phare

du mouvement, et où notre intervention a été particulièrement importante. Le courant modéré (UNEF-majo, MJS, UNL…) Avait une présence médiatique importante, mais une faible présence militante sur les facs. Ses arguments qui visaient à freiner la radicalité du mouvement ont souvent été balayés en AG. On a pu cependant travailler avec eux, notamment au début pour le lancement du mouvement. Pour cela et grâce à l'expérience accumulée sur la ville le mouvement a été particulièrement long et radical, avec une structuration sur les facs qui portait en elle la possibilité d'une continuité post-mouvement.

Quelques remarques :

- On a vu une forte implication (sur Toulouse et ailleurs) des lycéen-ne-s, alors qu'ils sortaient d'un mouvement fort qui avait perdu. Sur Toulouse, la CLT a regagné toute la légitimité acquise en 2005, ce qui pose la question de la construction d'un tel cadre permanent.

- La FSE était l'autre courant important à intervenir sur les facs. Si ses interventions et son rapport à nous étaient parfois problématiques, on a pu travailler ensemble dans le cadre large des Ags.

- Certains courants anarchistes, regroupés autour du collectif « Ni CPE, ni CDI », proches de la CNT-AIT, ont été de véritables opposants à toute forme de service d'ordre, développant des discours ultra-gauchistes en AG, tentant de briser l'unité avec les travailleurs (et leurs syndicats jaunes…). Il faudra continuer la discussion avec ces courants (et les autres courants libertaires), mais aussi faire attention à ce que la radicalité qui se développe dans la jeunesse ne tende pas vers ce genre de sectarisme.

Pendant le mouvement, on poussait tant que possible sur les points qui se sont révélés cruciaux :

- les liens avec les travailleurs. Sur cette question (et d'autres) on a peut-être été un peu substitutistes : même si on a toujours été mandatés par les Ags, c'était trop souvent des camarades JCR qui allaient au contact des AG de travailleurs.

- l'importance du blocage comme moyen d'amplifier le mouvement. Sur Rangueil, nous avons argumenté dans ce sens très tôt (fin janvier) dans le but de lancer la dynamique au niveau national

- le développement de l'auto-organisation, la structuration et la démocratie dans le mouvement. On a poussé en particulier pour qu'il y ait rapidement un appel à une coordination nationale à Toulouse.

- la question du service d'ordre

…

La logique de notre orientation était de radicaliser les personnes mobilisées tout en gardant à l'esprit la nécessité d'élargir le mouvement à de nouveaux secteurs.

2/ Intervention syndicale (cf. motion syndicalisme)

Paradoxalement avec la période de mobilisations massives, notre intervention syndicale a été réduite dans la période. En effet, la priorité donnée à la construction des JCR a fait passer notre intervention syndicale au second plan.

Historiquement, nous intervenons dans Sud-étudiant sur les facs ou nous étions présents (Rangueil et Mirail).

Sud Mirail est une structure restreinte et peu dynamique dans laquelle nous ne sommes plus intervenus activement depuis 2003.

Sud Rangueil a vu ses effectifs décroître suite au départ de nombreux militants de la fac et les effectifs ne se sont renouvelés que par l'arrivée de militant-e-s JCR. Le syndicat est arrivé à un point ou rare sont les syndiqué-e-s qui ne sont pas aux JCR. Cette situation est un problème majeur qui reflète le peu d'activité mise en place pour construire le syndicat.

Nous avons maintenant des camarades à l'UNEF et à l'AGET-FSE sur la fac de l'Arsenal.

Le décalage existant entre la force des mouvements et la faible syndicalisation doit nous inciter à agir pour une refondation syndicale incluant tous les courants existants vers la construction d'un syndicat fort, démocratique, rassembleur, et ayant la volonté de construire et structurer les luttes étudiantes.

Étant donné les rapprochements actuels entre Sud et la FSE, et l'exclusion des camarades JCR-TTE de l'UNEF, cette perspective de refondation doit s'appuyer sur 2 tâches concrètes : accélérer la fusion SUD-FSE et gagner la réintégration des camarades en argumentant sur la nécessité de démocratie interne et de pluralité d'opinions dans le syndicat dont on a besoin

3/ Les autres campagnes

- CAP (de février à mai 2005)

L'occupation de la salle de spectacle de la fac de Rangueil a commencé le 14 février en réponse au non-renouvellement d'un contrat emploi jeune qui jusque-là était chargé de régir la salle. Cette occupation a rassemblé une petite centaine de personnes durant quatre mois. La lutte s'est décomposée en deux parties : la première pour étendre la mobilisation, le rapport avec l'administration et les syndicats, et la deuxième pour organiser des scènes ouvertes tous les soirs. La mobilisation de l'ups sur les réformes universitaires ayant eu lieu presque en même temps, peu de militant-e-s organisé-e-s étaient présent-e-s sur l'occupation.

La jonction des deux mouvements n'a pas été possible, notamment parce que mobilisation du CAP avait déjà plus d'un mois d'existence avant le premier comité de grève et la position des militant-e-s de l'aget Rangueil qui ne voulait pas faire la jonction entre les deux luttes. L'occupation du CAP s'est terminée sur une semi-victoire, au niveau institutionnel par la participation d'étudiant-e-s aux réunions du service culture, mais surtout par la création d'un poste statutaire pour la salle (deux postes sont normalement nécessaires), ainsi qu'un retardement du processus de privatisation de la salle. Cependant, le peu de victoires sur les revendications a entraîné une démoralisation des personnes mobilisées.

- OGM (été 2005)

Les luttes anti-OGM se dont développées ces dernières années. Tous les étés des champs sont fauchés dans le cadre des « faucheurs volontaires ». En 2005 nous avons pleinement pris part à cette mobilisation (repérage de champs, participation à la logistique lors du fauchage du 14 juillet à Verdun sur Garonne, formations interne notamment aux RIJ). L'orientation que nous défendons est le refus catégorique de cultures OGM en plein champs (inutilité scientifique voire industrielle, risques écologiques). En ef-

fet, les OGM ne sont qu'un moyen pour les grandes firmes semencières (Monsanto, RAGT…) d'imposer leur main mise, en brevetant les semences, sur les paysan-e-s du monde entier. Les fauchages d'OGM sont de ce point de vue-là un acte anticapitaliste radical.

Nous n'avons pu, pour des raisons matérielles, nous investir sur cette lutte en 2006, ce devra être une priorité l'été prochain.

- Constitution européenne

Collectif du 29 Mai sur Paul Sabatier :

Créé dès le début d'année ce collectif à rapidement réuni une quinzaine de personnes, personnels et étudiant-es (de nombreu-ses thésard-es) et a participé à la réunion du collectif 31. Animé par trois-quatre JCR-LCR il a proposé de nombreuses réunions d'informations, tractages, deux conférences et même une présence contradictoire dans des débats pro-constitution à l'arsenal. Cette dynamique a perduré à la rentrée 2005 jusqu'à décembre.

- Campagnes internationales

Lors de notre dernier congrès, nous avions acté l'importance de développer des campagnes de solidarité avec les luttes en Amérique latine d'une part, et contre l'impérialisme français d'autre part.

L'activité la plus significative a été celle menée par le cercle de Rangueil autour de l'Amérique latine avec une série d'évènements (projection débat avec un paysan du MST brésilien, projection débat du film The Take de Naomi Klein sur l'autogestion en Argentine, débat sur le Venezuela, débat avec les militants CGT de Fumel technologie).

Si nous n'avons pas pu intégrer pleinement le cercle Venezuela Toulouse, nous avons réussi à envoyer 13 camarades au Venezuela en juillet 2006. Nous n'avons pas réussi à développer une activité conséquente contre l'impérialisme français notamment en Côte d'Ivoire malgré la diffusion de matériel sur les facs.

En octobre 2005 nous avons réussi à mobiliser et envoyer une vingtaine de jeunes au contre-sommet de l'OMC à Genève.

- Féminisme

Sur les questions féministes, notre activité a laissé plus qu'à désirer. Nous n'intervenons dans aucun cadre de masse alors que ceux-ci ne manquent pas (Mix'cité, collectif droit des femmes, droit à l'avortement…). Nous avons appelé est participé aux initiatives pour les 30 ans de la loi Veil, à la contre manifestation de SOS tout petits. Mais globalement nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux.

Par exemple, nous n'avons pas porté ce débat-là dans le mouvement CPE où ces questions étaient inexistantes alors qu'elles avaient toute leur place

Notre intervention féministe doit devenir une priorité en terme de formation interne puis en terme de campagnes et d'intervention dans des cadres de masse.

[rajouter l'idée du manque de ces questions dans les mouvements jeunes]

- Émeutes de Novembre

La période a été marquée par les émeutes dans les quartiers populaires en novembre 2005. Cette révolte de la jeunesse des quartiers est la conséquence d'années de politiques de l'urbanisme désastreuses menées par des gouvernements de droite comme de gauche. À cela s'ajoutent une misère sociale (chômage de masse, habitat délabré, isolement…) et des discriminations racistes (contrôles au faciès, vexations policières…). Ces émeutes étaient légitimes et constituaient un mouvement social à part entière même si les formes qu'il a pris ne sont pas les formes traditionnelles du mouvement ouvrier. Le manque d'organisation et de direction politique à ces émeutes n'a pas fait déboucher la crise sur une situation positive. En effet la classe dirigeante n'a pas eu de mal à retourner la situation à son avantage, notamment en créant la loi sur l'égalité des chances au printemps suivant.

Nous avons tenté de lancer un collectif unitaire de solidarité avec les émeutiers et les émeutières (JC, Unef, Sud étudiant, MJS, JCR) mais aucune activité concrète n'en a découlé. Nous n'avons par contre pas pris l'initiative de mener une campagne anti-sarko visible et conséquente dans les quartiers au moment des émeutes (hormis la participation aux rassemblements et manifestations unitaires). Si on veut faire le lien entre ces révoltes et des mots d'ordre plus politiques, et montrer notre solidarité, il faudra dans le futur être plus visibles dans ces quartiers.

Nous payons la faible implantation de notre organisation dans ces quartiers malgré une intervention régulière sur les LEP qui sont composés majoritairement d'élèves issus de ces quartiers. Nous devons poursuivre les efforts dans ce sens.

- Anti-répression

Les mouvements sociaux de ces dernières années ont connu une répression sans précédent notamment dans la jeunesse (Loi Fillon, Lopri). Cette situation est nouvelle et nous n'avons pas encore réussi à trouver une réponse à la répression policière, juridique et administrative à la hauteur des enjeux. La question de l'amnistie doit être mise en avant (pour la loi Fillon, les émeutes de novembre et le CPE).

Suite au mouvement contre la loi Fillon, il n'y a pas eu de cas de répression sur Toulouse. Nous avons tout de même fait campagne en aidant la CLT à organiser un meeting avec la camarade Pauline de Paris qui risque jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amendes pour l'occupation de l'annexe du ministère. Une centaine de lycéen-e-s et enseignant-e-s ont participé à ce meeting.

Suite au mouvement contre le CPE, nous avons participé au collectif anti-répression de Toulouse. Son activité a été limitée et laborieuse.

Cependant, ces genres de cadres sont primordiaux à faire vivre car si l'on veut remobiliser à l'avenir, il est important qu'il y ait le minimum de sanctions pour les jeunes qui ont participé au mouvement.

- Antifascisme/Antiracisme (AFAR)

Notre activité antifasciste a été limitée dans la période. Nous étions présent-e-s sur la fac de l'arsenal à l'automne 2004 lorsque les jeunesses identitaires (JI) ont attaqué le local de l'UNEF. Nous avons pris part au collectif unitaire qui s'était mis en place ainsi qu'aux veilles de vigilance aux abords de la fac. Les JI ont par la suite intégré l'UNI-arsenal qui est ensuite devenu : Utile. Ils se sont illustrés pour leurs agissements anti-grévistes durant le mouvement anti-CPE. Nous devons rester vigilants.

Cependant, l'activité antifasciste ne se résume pas à la surveillance d'une

poignée de nazillons. Surtout dans un contexte ou les idées d'extrême droite progressent dans la société. De ce point de vue-là nous avons de grosses lacunes. Nous n'avons toujours pas d'intervention dans un cadre permanent de type Ras l'front. Plus largement, il serait intéressant de s'investir dans les campagnes contre les lois sécuritaires (Réseau Toulouse liberté par exemple).

B- Perspectives

1/ Structurer la jeunesse radicalisée

- Construire une organisation révolutionnaire dans la jeunesse

Depuis le début des années 90, nous assistons à une remontée des luttes sociales et politiques (décembre 1995, mai-juin 2003, mouvement contre la guerre, mouvement anti-CPE…). Dans cette remontée, nous constatons que la jeunesse joue un rôle important. Sa réactivité, sa radicalité et sa capacité à se mobiliser dans la durée sont un élément nouveau depuis les années 70. Le sentiment que notre génération vivra moins bien que ses parents, la violence de la précarité et des discriminations, la décomposition de l'éducation nationale et la professionnalisation des parcours scolaires, le chômage de masse dans la jeunesse sont autant d'éléments qui expliquent le fort potentiel de rébellion de notre génération.

La période passée, et notamment les mouvements anti-Fillon et anti-CPE, nous a montré que nous ne jouons plus seulement un rôle à la marge dans les mouvements. Nous ne sommes plus les trouble-fête qui se contentent de critiquer les courants réformistes (UNEF, UNL…). Nous sommes actuellement en mesure de rendre nos orientations majoritaires dans les mouvements au détriment de celles des réformistes. Ceci s'explique par la crise historique du réformisme (les capitalistes n'ont plus de miettes à lâcher), le niveau de radicalisation de la jeunesse et la place nouvelle de la LCR dans la vie politique française. Cette situation nous place devant de nouvelles responsabilités. Nous devons dans les mobilisations pousser à l'auto-organisation, la radicalisation tout en trouvant des modalités pour que le mouvement s'élargisse en permanence à de nouveaux secteurs (jeunes non-mobilisé-e-s, travailleur-euse-s…). Nous devons aussi faire un travail d'explication politique envers les jeunes les plus radicalisés afin d'expliquer notre stratégie, l'importance de s'organiser politiquement dans un parti révolutionnaire afin d'en finir avec l'oppression et l'exploitation capitaliste.

Dans cette situation, nous devons continuer notre effort de formation afin que tous les camarades soient en mesure de maîtriser les enjeux politiques de la période, de maîtriser l'organisation de mouvements de masse afin d'être prêt si de nouvelles situations de crises se présentent. Nous devons également arriver à mieux nous structurer car nous n'arrivons pas pour l'instant à intégrer à l'organisation toutes les personnes qui en sont proches.

- Structurer la jeunesse plus largement

Beaucoup de jeunes veulent s'organiser sur la durée mais ne veulent pas forcément le faire, pour l'instant, dans une organisation politique. Nous devons nous poser la question de la structuration plus large de la jeunesse dans des cadres de masse (syndicats, associations, collectifs…). D'autant plus que de nombreuses structures existent ou ont existé sur différentes luttes permanentes auxquelles nous devons participer (AFAR, quartier, féminisme, LGBT, Écologie…)

Il est primordial pour un-e militant-e révolutionnaire d'intervenir dans un cadre plus large que son parti afin de rencontrer et de travailler avec des militant-e-s qui viennent d'autres horizons, avec qui nous avons des divergences. Nous pouvons ainsi confronter nos idées, mener des batailles politiques et convaincre largement. Chaque camarade devrait s'investir dans une structure autre que les JCR/LCR.

Cependant, il n'existe pas aujourd'hui une structure idéale qui pourrait jouer le rôle de structuration massive de la jeunesse (scolarisée ou non). Nous devons mener ce débat autour de nous. Les « États généraux de la jeunesse » organisés par les différentes bureaucraties syndicales après le mouvement sur le CPE ont été un fiasco. Mais l'idée d'organiser à la base un rassemblement de tous /toutes les jeunes qui se sont mobilisé-e-s, organisé-e-s ou non, afin de discuter des perspectives et de comment s'organiser sur la durée ne doit pas être abandonnée.

2/ Les campagnes

- Anti-impérialisme

Après les attentats du 11 septembre 2001 le gouvernement boucher des États Unis d'Amérique a décidé de passer à l'offensive par sa « guerre sans limites » avec comme prétexte la menace grandissante du terrorisme. 5 ans après, les conséquences sont désastreuses mais le gouvernement Bush and Co continue ses opérations de « libération » et supporte toujours les massacres de l'État d'Israël. Les attaques de cet été par l'armée Israélienne au Liban nous ont dépassées et pris de cours notamment du fait que le mouvement anti-guerre n'est pas devenu permanent en France et que les organisations politiques l'ont déserté après 2003 pour de multiples raisons ; cependant rien n'est fini car leur guerre est « sans limites ».

Au Liban la situation est loin d'être stable et l'arrivée de la FINUL (environ 7000 soldats des armées européennes dont 2000 soldats français !) avec un mandat d'action violent (passage en force et ordre de tirer si résistance de quelconque libanais) ne présage pas un futur proche en paix pour le peuple libanais.

Le contexte de la construction d'un mouvement anti-guerre permanent n'est pas le même qu'en 2003, ce qui crée des débats entre nous, pour autant il ne faut pas négliger les enjeux et les possibilités.

Après l'agression du Liban de cet été, avec la participation française importante dans la FINUL et avec les menaces grandissantes sur l'Iran il est important de sensibiliser la population sur le projet impérialiste américain et miser sur l'investissement possible de la jeunesse dans la résistance contre la guerre, symptôme le plus violent du système capitaliste, pour la construction d'un front durable.

Pour cela il nous faut être capable de recréer une structure souple et ouverte qui organise les gens localement (dans

les lycées, les facs, les quartiers…) et sur des mots d'ordre anti guerre clairs, capables de faire l'unité et de permettre la continuité :

Retrait de toutes les troupes d'occupations

Justice en Palestine

AUCUNE participation française à la guerre et aux occupations (Afghanistan, côte d'ivoire, Liban…)

Il faut le voir comme une tâche sur du moyen terme, sans négliger les possibilités d'une avancée rapide dans ce sens. C'est une telle structure, si elle devient nationale, qui donnera à ce mouvement les moyens de bloquer la machine capitaliste de guerre sous ses différents aspects, idéologiques, économiques et militaires.

Nous devons d'autre part continuer à combattre et dénoncer l'impérialisme français, notamment en Afrique. De plus, l'apparition en Amérique latine de luttes de masse (MST au Brésil, manifestations anti-fraude au Mexique, luttes pour la nationalisation du gaz en Bolivie…) et de gouvernements anti-impérialistes (Chavez, Morales…) font que la solidarité avec ces mouvements est d'actualité. Le retour de la brigade JCR-Toulouse du Venezuela nous permet d'effectuer une campagne concrète de solidarité avec la révolution Bolivarienne, en lien avec le cercle Venezuela Toulouse.

- Politiques sécuritaires

La crise globale du système capitaliste s'accompagne de politiques de plus en plus sécuritaires qui se traduisent à différents niveaux :

* Une société de plus en plus policière : le nombre de flics n'a jamais été aussi important, les systèmes de surveillances (vidéosurveillance, écoutes téléphoniques, passeports biométriques…) se développent massivement, les lois sécuritaires s'accumulent.

* Le racisme et les discriminations : Contrôles au faciès, difficultés à trouver un logement ou un emploi, telle est la réalité des populations issues de l'immigration. Parallèlement à ça, on assiste à une attaque idéologique qui tend à mettre en avant le rôle positif de la colonisation.

* La stigmatisation des Sans-papiers : sur ce point-là, l'extrême droite a gagné une bataille politique (« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »). Sarkozy en profite pour expulser massivement des étrangers Sans-papiers et pour durcir les conditions d'entrée et de séjour sur le territoire. Le droit d'asile n'est plus qu'un lointain souvenir.

* La stigmatisation des jeunes : Avec le projet de loi sur la prévention de la délinquance (qui n'a de préventif que le nom puisqu'elle durcit fortement la répression des mineurs) tout le système social, éducatif et de santé devra fournir ses informations aux services de répression.

* Le contrôle des mouvements sociaux : Nous l'avons vu lors des précédents mouvements (cf. anti-répression ci-dessus). Le flicage croissant des manifs et des militant-e-s doit nous faire interroger sur notre façon de s'organiser.

Des structures existent pour combattre ses différentes attaques. Le Réseau éducation sans frontière (RESF) défend efficacement les familles Sans-papiers. Nous devons construire sur nos facs le Réseau université sans frontière (RUSF). Nous pourrions également intervenir dans le réseau Toulouse liberté qui intervient sur les lois sécuritaires.

Nous devons faire de ces questions-là une campagne centrale de notre organisation dans la période à venir.

- Réforme de l'éducation

1. Bilan système éducatif français :

L'espoir, porté depuis 40 ans par les luttes, d'une éducation réellement démocratique bute toujours sur un taux d'échec scolaire de plus de 10 % à tous les niveaux. Cet écrémage accepté est de plus accentué par la persistance de la ségrégation scolaire et de la sélection, des contenus ne mettant pas en question la finalité de l'éducation et des institutions. Ceci conduit à une reproduction des élites de plus en plus forte (+ de 90 % des étudiant-e-s des grandes écoles ont des parents cadres ou de professions libérales) et au suivisme du reste de la population qui conçoit le système comme une société difficile mais « aboutie », qui par sa complexité demande cet abandon des pouvoirs.

2. La vision dominante libérale et réactionnaire de l'éducation :

La vision réactionnaire de l'éducation rejoint parfaitement la doctrine libérale en défendant depuis toujours un système à deux vitesses qui permet d'un côté de former les travailleurs aux activités qui seront marchandisables immédiatement et de l'autre de faire accéder une minorité homogène et réceptive à un système éducatif qui en sera d'autant plus performant et amènera lui à une formation généraliste. Cette division du système scolaire est nécessaire à légitimer la hiérarchisation des tâches. L'outil éducatif ponctionne des richesses à l'outil productif capitaliste dès qu'il sort de ces objectifs, développe des esprits critiques et prône l'émancipation de chacun-e.

3. Conséquences : Cette vision de démocratisation du savoir, déjà abandonnée dans de nombreux pays est donc attaquée depuis des années par les mesures libérales :

· Par la division, la précarisation et la mise en concurrence des personnels qui empêchent les avancées pédagogiques et une vision globale et politique de l'institution et de ses finalités. (baisse des effectifs, décentralisation, pacte sur la recherche, Loi Organique des Lois de Finances, décrets sur la notation évaluation des personnels, financements sur projets même pour le fonctionnement « quotidien »).

· Par la sélection, la précarisation et l'infantilisation des étudiant-es (réformes LMD-ECTS, « responsabilisation financière » des étudiant-es, formations chronophages trop (vite) spécialisées, stages ou formations sans utilité pédagogique, désengagement des CROUS et du social en général, loi Fillon.

· Par la vision utilitariste du savoir (loi Fillon et toute application du « socle commun » minimaliste, apprentissage à 14 ans, décret sur les ZEP qui entame le démantèlement de la carte « scolaire », multiplication des parcours « professionnalisant », abandon financier des domaines « non rentables »)

· Par une gestion managériale de l'éducation nationale et de la recherche qui vide de tout pouvoir les représentations démocratiques en place et ne permet plus le développement de toute démarche non marchandisable. (l'autonomie financière des universités et l'arrivée des collectivités territoriales ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie sont centrales dans cette démarche et reviendront par

petites touches très rapidement).

4) Des revendications pertinentes, quelque soit leur ampleur, doivent appuyer une transformation des rapports à la création et la transmission des savoirs.

Nous devons bien sûr revendiquer les mêmes droits pour tous, quelque soit l'âge, la nationalité, le sexe ou la situation financière mais en plus construire les cadres collectifs égalitaires permettant l'expression des connaissances et des volontés de tou-tes.

· Les contenus doivent mettre l'apprenant au centre du processus non comme concepteur de la formation, mais acteur de par son savoir et sa démarche d'acquisition de la formation qui est donc obligatoirement réflexive.

Leur conception doit être explicitée pour l'apprenant et par ailleurs reconnue sur le marché du travail par un diplôme national validé uniquement par l'EN pour ses formations.

La professionnalisation doit être exclusivement financée par la branche formation professionnelle de la Sécu et être la seule formation avec sélection possible à l'entrée.

Toute formation doit intégrer la pratique et l'expression non seulement comme application d'un savoir mais aussi comme construction de celui-ci.

· Les personnels de l'éducation nationale et de la recherche qui le désirent doivent être employé-es en CDI, recruté-es sur concours national. Il doivent s'évaluer entre pair sur leurs recherches et pratiques pédagogique dans une démarche collective

· Toute personne en formation doit pouvoir subvenir à ses besoins matériels grâce à la gratuité de l'éducation, du transport et le financement de logement et de restauration sociaux et conviviaux, ainsi que par l'obtention d'une pension de formation intégrée au système de cotisation sociale.

Chiffres : 5,1 M de 16-25 ans poursuivent des études, alors que sur les 2,75 M de travailleurs, 600 000 sont sans emploi.

- Féminisme Toulouse (texte à venir)

- Présidentielles

Les présidentielles sont (malheureusement) un temps fort de la politique française, et l'occasion pour les révolutionnaires d'avoir une tribune de masse pour faire passer un message radical, pour donner confiance en la possibilité d'une politique alternative, pour renforcer les luttes… La campagne présidentielle de cette année devra donc être pour nous une priorité.

Il y aura, en lien avec la LCR, 3 axes centraux :

- un programme d'urgence, fait de mesures qui peuvent être la base de mobilisations immédiates : interdiction des licenciements, retour sur les privatisations, contre une politique impérialiste et sécuritaire, etc. (Cf. 10 mesures d'urgence LCR)

C'est l'occasion pour nous de développer un programme d'urgence de la jeunesse

- le lien avec les luttes sociales, l'idée qu'il faut faire tomber la droite dans la rue

- la nécessité d'une alternative anticapitaliste, contre la droite et en totale indépendance du social-libélarisme.

Notre logique n'est pas identitaire, nous ferons tout pour défendre cette politique le plus largement possible. En particulier, étant donné le lancement de la campagne unitaire après la réunion nationale des collectifs du 10 septembre, il faudra tout faire pour obtenir une candidature unitaire de la gauche antilibérale qui défende les 3 axes mentionnés et, si on y arrive, pour que cette candidature serve à la construction d'une alternative durable au social-libéralisme.

En cas d'impossibilité d'une telle candidature, il faudra soutenir la candidature d'Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, ce qui implique de participer dès maintenant, avec la LCR, à la récolte des parrainages de maires pour assurer la présence de notre courant à ces élections.

C- Fonctionnement et Structuration

1/ Les cercles

- Rangueil

Le cercle de Rangueil est le seul qui ait réellement eu une activité régulière depuis 2 ans. C'est pourquoi nous nous étendrons plus sur son fonctionnement afin que cette expérience serve dans nos autres lieux d'intervention.

Avant 2004, les JCR n'étaient pas du tout présents sur la fac (et ceci depuis plusieurs années) et les camarades se contentaient d'intervenir dans Sud-étudiant. L'activité à donc reprise fin 2004 avec peu de camarades. Nous avons effectué des tractages réguliers et organisé une projection-débat sur le Venezuela.

Mais notre implantation ne s'est concrétisée qu'avec le mouvement sur la LOPRI ou plusieurs camarades nous ont rejoints. Notre implication dans le mouvement et le meeting d'Olivier Besancenot (OB) ont permis un accroissement réel de notre implantation et par conséquent de notre activité.

Cette année, notre idée était de structurer le cercle par des réunions hebdomadaires, des ventes au moins quinzomadaires, et des cycles de débats publics regroupés par thèmes (le premier serait Amérique Latine, puis Écologie ou féminisme…). Nous voulions organiser les réunions (qu'on voulait ouvertes et en lien avec les camarades LCR présents sur le campus) en trois parties : d'abord une discussion informelle sur l'actualité, ensuite un débat préparé sur un sujet, puis l'organisation de nos activités sur la fac.

Cette organisation a bien fonctionné jusqu'au mouvement, les réunions faites dans l'herbe devant le Paul faisaient parfois venir du monde, le cycle Amérique latine a existé avec 3 débats (Brésil, Autogestion : Argentine et Fumel), ça a permis de régulariser notre activité et notre apparition. Par contre, toute cette structure a complètement disparu pendant (et après) le mouvement CPE, ce qui a été une limite (mais explicable…)

Il faudra repartir sur le même pied à cette rentrée, en y ajoutant des éléments qui permettent de stabiliser et développer la structure :

- développer les liens avec la LCR (ceux de la fac, la section Sud-Est…) en particulier en pensant à une feuille de boite locale commune

- améliorer notre apparition : régulariser les collages, mieux préparer nos ventes publiques pour qu'elles aient plus

d'impact

- Mieux structurer l'activité locale, en particulier en mettant en place un bureau de cercle.

- JT

On a tenté cette année de créer un cercle JCR-jeunes travailleur-e-s. L'idée première était d'assurer un débat politique régulier (mensuel…) ouvert en centre-ville, ce qui permettrait de se former et de confronter nos arguments largement. On a organisé un débat sur la question des Sans-papiers auquel une vingtaine de personnes ont participé. Mais on n'a pas réussi à en faire quelque chose de régulier, surtout parce qu'on était trop peu pour l'assurer. On a tenté aussi de structurer notre intervention parmi les précaires dans le mouvement CPE, mais là aussi sans grande réussite.

Cela dit, on est cette année plus nombreux et nombreuses ce qui ouvre des nouvelles possibilités. (Cf. Motion JT)

- Mirail

Au Mirail la situation des JCR sur l'université n'a pas été des plus évidente. On déplore évidemment la disparition soudaine, mais prévisible de beaucoup de camarades qui ont décidé de ne plus participer activement dans le quotidien de notre organisation. Les JCR cette année ont donc tourné au ralenti. Pour autant la motivation ne manquait pas et nous avons de temps en temps diffusé le matériel de l'organisation au travers de tables et de diffusions de tracts.

La section JCR, LCR jeunes (je précise cela puisque nous avons aussi des camarades sur l'université, organisés à la LCR et pas au JCR), reste à construire et nous avons bon espoir de penser que cela est possible. En effet, l'arrivage de nouveaux camarades à l'université des sciences molles regonfle les rangs et permet une activité plus conséquente.

Le Mirail est depuis longtemps (et reste encore un peu) une université qui ne se prive pas de participer aux mouvements en tout genre, et où le positionnement politique, loin d'être interdit est même recommandé par les connaisseurs… En ce sens, nous avons notre place au sein des débats et, devons rendre notre organisation visible, (conférences, diff de tract, affichage…), Afin de devenir une force existante et importante pour l'ensemble des étudiants.

- Lycées (texte à venir)

2/ Apparition propre

L'apparition de notre organisation s'est sensiblement renforcée depuis deux ans. Nous sommes maintenant une force importante dans la jeunesse et notre sphère d'intervention s'est largement accrue. Les tractages réguliers sur les lycées, l'implantation sur la fac de Rangueil et notre présence sur l'Arsenal et le Mirail nous donne une visibilité importante. Nous avons réussi à sortir du matériel pour la plupart des manifestations auxquelles nous avons participé.

Les meetings avec OB ont été des réussites : 300 personnes sur Rangueil en juin 2005 et 900 personnes au Mirail en décembre 2005. Cependant nous n'avons pas réussi à concrétiser suffisamment après les meetings, ceci notamment à cause d'un manque de suivi des contacts.

Notre présence régulière sur le marché de Saint-Aubin nous permet d'apparaître en centre-ville.

Mais nous pouvons faire mieux. Nous devons continuer à renforcer notre visibilité sur les lieux ou nous sommes présents (un tract toutes les trois semaines sur les lycées et un par semaine sur les facs seraient un rythme satisfaisant).

Nous devons organiser au moins un meeting sur chaque fac avant le printemps 2007.

Nous pourrions aussi intervenir sur un marché supplémentaire. Le marché d'empalot le mercredi matin est un lieu d'intervention intéressant et nous permettrait d'être présents dans un quartier populaire important sur la ville.

3/ Direction

- Bureau de ville (BV)

Nous sommes convaincus que la démocratie interne est un souci fondamental dans une organisation qui veut lutter contre la dictature capitaliste. Mais il faut savoir allier la plus grande démocratie avec une efficacité dans la lutte quotidienne. C'est le rôle de nos instances de direction, localement le Bureau de Ville.

Sa tâche est d'assurer le suivi (technique et politique) entre deux AG de ville. Dans la pratique, ça veut dire se réunir une fois par semaine pour s'assurer que les tâches décidées collectivement soient effectivement réalisées, pouvoir prendre des décisions politiques en urgence s'il le faut, etc.… C'est donc une tâche politique très importante, ce qui implique que le bureau doit pouvoir être contrôlé à tout moment et révoqué en cas de problème.

Cette année, le Bureau de ville était réduit (4 personnes dont 3 de Rangueil et une seule fille), avec des réunions annoncées trop souvent à la dernière minute, et sans compte rendu de réunion. Il va falloir prendre plus au sérieux cette structure dans le futur, d'autant que notre organisation s'est considérablement développée depuis le dernier congrès.

Nous proposons donc d'élire un bureau de ville élargi, avec au moins un-e camarade par lieu d'intervention (1 ou 2 par fac, 1 lycée, 1 JT Plus si possible), en y incluant des nouveaux camarades et en le féminisant. Il faudra aussi s'assurer que des comptes rendus réguliers des débats en bureau soient envoyés à tous les camarades.

- Direction nationale

Durant la période précédente, avant le dernier congrès national, notre participation à la DN était quasi nulle. Depuis deux ans, nous avons réussi à y être présent à chaque fois. Cette présence est positive pour notre section. Nous sommes pleinement intégrés aux débats nationaux. Sur les deux élus à la DN, seul un est encore aux JCR et ceci depuis le début du mandat. Nous avons donc fait venir d'autres camarades non-élus avec le camarade élu à chaque DN. Ce fonctionnement s'est révélé positif car 4 ou 5 camarades ont vu comment se déroule une DN et maîtrisent ainsi mieux les enjeux nationaux.

Cependant, nous avons tout de même eu du mal à préparer les DN collectivement, les textes arrivant généralement trop tard. Nous devons trouver le moyen que tous les camarades puissent récupérer les textes quand ils sont prêts (cf. internet)

4/ Liens avec la LCR

La JCR est l'organisation de jeunesse de la LCR. Pourtant au niveau national

tous les jeunes de notre courant ne sont pas tous organisés aux JCR. En effet, environ la moitié d'entre nous sommes organisés à la LCR en section jeune ou pas. Il existe de nombreuses raisons à cette « division ». En effet bien souvent, dans les petites et moyennes cités… Les JCR n'ont pas d'existence propre alors que la LCR, elle, est présente. Mais il existe aussi des divergences dans notre courant vis-à-vis de la reconnaissance de la nécessité, ou non, d'une organisation de jeunesse autonome de l'organisation « adulte », pour répondre plus justement aux questions spécifiques de la jeunesse. Afin de ne plus êtres séparés entre JCR et jeunes de la LCR nous avons décidé communément d'organiser une conférence nationale jeune afin de discuter de la situation de la jeunesse et de commencer à fédérer les jeunes de notre organisation. Cette conférence est a priori reportée après les élections présidentielles. Ce qui nous laisse le temps d'en parler et y compris de peut être à l'occasion de ce congrès de dégager une position commune pour la Haute-Garonne.

- Fonctionnement local :

À Toulouse, les liens existants entre les JCR et la LCR sont plus qu'évidents. Bien qu'ayant une direction séparée nous partageons en plus de beaucoup de positionnements politiques, un local, le matériel nécessaire pour réaliser notre propre matériel politique et bien souvent des tracts.

La structure de base de la LCR est un groupe d'intervention politique dénommé section. Les sections sont maîtresses de leurs activités et aident à l'intervention de leurs membres sur leur lieu de travail ou d'habitation. La LCR est guidée par les principes d'un fonctionnement démocratique, centralisé politiquement, favorisant l'action commune de ses militant-e-s.

Lorsque plusieurs sections agissent sur une même ville, elles peuvent se regrouper et fonder à l'occasion d'un congrès une fédération de ville.

À Toulouse, il existe donc une direction locale appelée le Bureau Fédéral (BF), qui organise et relaie les décisions prises par l'assemblée générale de ville de la LCR. Durant l'année écoulée, nous avons systématiquement été invités à y participer, afin d'échanger nos analyses, et de préparer les luttes en commun. Ces rencontres sont d'un grand intérêt et permettent aux deux orgas d'avancer plus rapidement dans les débats. Il est nécessaire de continuer à entretenir ce type de rapport avec les camarades de l'organisation adulte afin de pouvoir, ensemble, faire front à toutes les attaques. Il est donc important pour nous, afin de préserver la démocratie et de partager des comptes rendus réguliers de ces réunions, de mandater un, une, des camarades pour faire le relais entre ces réunions et nos assemblées générales de ville.

- Formation

Loin de nous l'idée d'entretenir un lien de maître à élève entre nos camarades de la LCR et nous ! Pourtant il est vrai que bien souvent les échanges avec nos camarades plus expérimentés sont très enrichissants.

L'ensemble des formations que la LCR propose sont ouvertes aux camarades des JCR. Ces formations organisées durant les week-ends sont l'occasion de rencontrer les militant-e-s de notre région, et de connaître différentes analyses et axes politiques développés par la LCR.

L'université d'été de la LCR, est un moment privilégié pour participer à ce type de rencontres et de formations. Elle se déroule tous les ans durant une petite semaine fin août. C'est un espace démocratique important, où tous les militants ont la possibilité de débattre et de confronter leurs avis.

- Double appartenance

Les JCR se définissent en solidarité politique avec la LCR. Les questions et les analyses développées sont sensiblement les mêmes.

Les liens entre les JCR et la LCR sont à développer le plus possible afin d'avoir une vision plus complète et une analyse plus précise des situations.

Cela passe par la participation des militants des JCR aux assemblées générales de la LCR, et pourquoi pas, en militant dans une section de la LCR.

5/ Divers

- Journal

La question de notre journal national (RED) a trop souvent été mise de côté. Le journal permet d'une part la cohésion de l'organisation au niveau national (échange d'expérience entre les villes) et d'autre part d'ouvrir notre organisation vers l'extérieur.

Hormis les ventes du dimanche matin au marché, nous n'avons pas fait de RED un outil pour notre construction et notre apparition.

RED est un journal fait par les JCR et connaît sûrement des problèmes (fond-forme). Mais ces problèmes ne pourront se résoudre que lorsque l'ensemble des camarades s'approprieront cet outil (lecture et rédaction). Nous devons participer plus à l'élaboration du contenu. Les articles imposés par Paris ne le sont que parce que nous n'anticipons pas les thèmes que nous voudrions développer et intégrer à RED. Il faut donc mettre régulièrement à l'ordre du jour cette question. Un référent-e journal doit être mandaté pour faire le lien avec le national et s'assurer que les articles sont écrits.

D'autre part il serait raisonnable que les militant-e-s s'abonnent à RED et que les sympathisant-e-s y soient incités.

- Trésorerie

Comme tous les points de la partie « divers », la question de la trésorerie n'est pas une question simplement technique. Lutter contre ce système, ça, coûte cher. On est donc confrontés à 3 possibilités : soit se résigner, soit perdre notre indépendance en cherchant à être subventionnés (par qui ?), soit prendre au sérieux la question des financements. On penche pour la troisième.

Nos sources de revenus sont les suivantes :

- Nos cotisations mensuelles, fixées à 6 € par camarade (mais ça peut être discuté individuellement)
- La vente du journal, qui parfois est à perte, ce qui rend cette question d'autant plus importante
- Les « événements », en particulier la vente à la fête de la musique

Se donner les moyens financiers pour agir implique donc :

- Que les camarades fassent l'effort de payer leur cotisation mensuellement, de s'abonner au journal et de le vendre
- Penser à des moyens autres de gagner de l'argent (concert de soutien ? souscription ?…)
- Que la trésorerie soit gérée par (au

moins) un-e camarade, avec un bilan régulier et un historique consultable des dépenses et entrées d'argent.

La première tâche concrète est d'ouvrir rapidement un compte pour l'organisation.

- Formation

Pour notre organisation, la formation de ces militant-e-s est une priorité. Il est plus que nécessaire que tous les militant-e-s puissent avoir un accès à la culture politique de notre courant, et puisse partager leurs expériences de lutte. C'est pourquoi nous organisons le plus possible des formations, tout d'abord dans les réunions de ville (quand l'actualité le permet !) mais aussi lors de week-end.

Cela permet de prendre le temps d'approfondir notre réflexion et d'enrichir nos discutions. On essaye d'organiser au moins une formation au niveau national et une formation au niveau local par ans. Loin de considérer ce chiffre comme suffisant, il faut multiplier ce type d'événement.

Ces formations sont largement ouvertes et sont l'occasion pour nous de mieux se connaître, d'acquérir plus d'expérience dans les domaines proposés par la formation, et d'établir des positions communes futurs axes pour une campagne.

Au plan national, il existe un temps fort pour notre courant : Les camps de jeunes de la quatrième internationale (orga dont fait partie la LCR) ont lieu chaque été dans un pays européen et permettent à des jeunes révolutionnaires de se rencontrer et de débattre autour des questions qui agitent notre courant. À noter que le prochain camp aura lieu en France…

- Secrétariat

Les taches techniques centrales de l'organisation (tours téléphoniques, maquettages et impressions de tracts…) n'ont trop souvent été assurées par un ou deux camarades. C'est trop peu d'autant plus que ces camarades ont été les mêmes à assurer ces tâches pendant deux ans. Il faut donc remédier à ce problème. L'élargissement du bureau de ville et la répartition des tâches à l'intérieur de celui-ci doivent pouvoir remédier à ce problème. Une formation sur l'écriture et le maquettage de tracts doit être réalisée avant la fin de l'année 2006 pour tous les camarades qui le souhaitent.

- Internet

Internet est un outil très intéressant de discussion et d'échange d'information, encore faut-il l'utiliser… Il nous faut mettre en place rapidement une mailing-list pour faire passer les infos et comptes rendus entre nous et aux contacts, et une liste de discussion JCR -Toulouse (voire en faire un outil pour rassembler les jeunes de notre courant sur la ville, JCR et LCR). Il faut aussi envisager de créer une page « jeunes » sur le site lcr31.org. Une personne (au moins) doit prendre en charge cette tâche.